BUDGET
2003-2004

Plan budgétaire

Québec

103-04063/

BUDGET
2003-2004

Plan budgétaire

Le 11 mars 2003

Finances, Économie et Recherche
Québec

Budget 2003-2004
Plan budgétaire
ISBN 2-551-21733-4
Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec, 2003
Date de parution : mars 2003
© Gouvernement du Québec, 2003

Plan budgétaire 2003-2004

Section 1
L'économie du Québec : évolution récente et perspectives pour 2003 et 2004

Section 2
La situation financière du gouvernement en 2002-2003 et les emprunts du secteur public

Section 3
Orientations budgétaires et financières du gouvernement

Section 1

L'économie du Québec : évolution récente et perspectives pour 2003 et 2004

Faits saillants 3

Perspectives économiques internationales et nord-américaines 4

Reprise économique modérée des grands pays industrialisés 4
La reprise de l'Union européenne est freinée par l'Allemagne 5
Au Japon, une faible croissance économique est prévue 6
Aux États-Unis, la croissance économique s'accélérera 7
Hausse temporaire des prix du pétrole 9
Au Canada, les conditions monétaires resteront favorables 10

Bilan de l'économie québécoise en 2002 11

L'économie du Québec s'est démarquée en 2002 11
Une création d'emplois exceptionnelle 12
— Le taux de chômage a continué de diminuer 13
— Les écarts de taux de chômage et d'emploi avec le Canada et l'Ontario sont réduits 14
— Les jeunes ont occupé une large part des emplois créés 14
Les ménages ont soutenu la croissance 15
— La confiance des ménages est demeurée élevée 15
— Les ventes au détail ont fortement progressé 15
— Les mises en chantier ont atteint un nouveau sommet 16
Reprise des investissements non résidentiels des entreprises 17
Faible contribution du secteur extérieur 18

Les perspectives économiques du Québec pour 2003 et 2004 18

Malgré un léger ralentissement, l'économie du Québec demeure vigoureuse 18
Solide performance de l'emploi 19
L'investissement résidentiel demeure élevé 19
Malgré le ralentissement économique anticipé, la consommation demeure forte 20
L'investissement non résidentiel des entreprises s'accélère 20
Reprise du secteur extérieur 20
Comparaison avec les prévisions du secteur privé 22

L'économie du Québec : évolution récente et perspectives pour 2003 et 2004

Cette section présente les prévisions économiques qui ont servi à la préparation de la mise à jour des équilibres financiers pour 2002-2003 et les années subséquentes.

Faits saillants

En 2002, le Québec a connu une année exceptionnelle du point de vue économique. Alors que la croissance s'élevait à 2,4 % aux États-Unis et à 3,4 % au Canada, celle du Québec atteignait 3,8 %. De plus, le Québec a créé 118 200 emplois, sa meilleure performance depuis 1973.

Ces forts gains d'emplois, conjugués à de faibles taux d'intérêt, ont stimulé les dépenses des ménages, notamment la construction résidentielle avec la mise en chantier de 42 500 unités, le niveau le plus élevé depuis 1991. Par ailleurs, le Plan d'accélération des investissements publics, annoncé lors du Budget 2002-2003, a contribué à soutenir la croissance économique en permettant la réalisation de plus de 1,5 milliard de dollars d'investissements additionnels en 2002.

La performance économique du Québec est d'autant plus remarquable qu'elle s'est réalisée dans un contexte de reprise mondiale modérée. En effet, après avoir connu en 2001 le plus fort ralentissement des vingt dernières années, les principaux pays industrialisés ont vu leur croissance limitée à 1,7 % en 2002, et ce, malgré la présence de politiques monétaires et budgétaires très expansionnistes.

En perspective, le Québec bénéficiera d'une conjoncture économique internationale plus favorable d'ici 2004, aidée en cela par le raffermissement de l'économie américaine. De nouveaux gains seront enregistrés au chapitre de l'emploi, ce qui stimulera la consommation. L'économie du Québec bénéficiera également de l'accélération des investissements non résidentiels privés, qui seront stimulés par une reprise des profits et un haut niveau d'utilisation des capacités de production. Ces investissements se substitueront à ceux générés par le Plan d'accélération des investissements publics, qui prendra fin en 2004. Ainsi, l'économie québécoise restera vigoureuse et progressera de 3,5 % en 2003 et de 3,2 % en 2004.

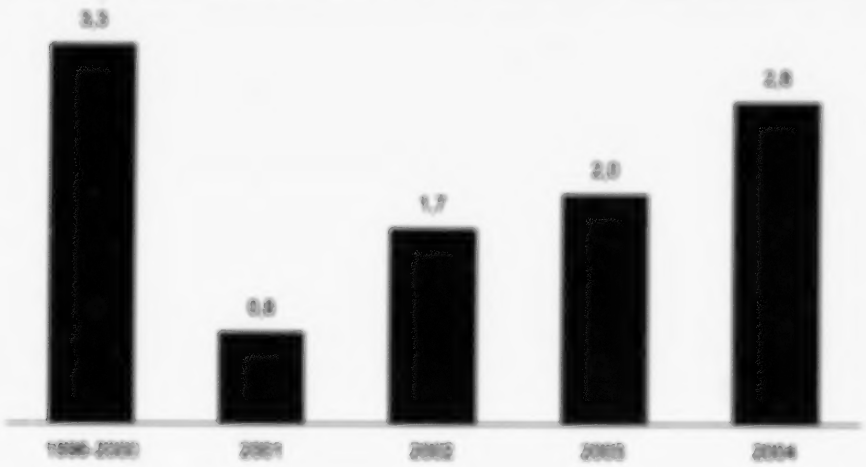
Perspectives économiques internationales et nord-américaines

Reprise économique modérée des grands pays industrialisés

Le ralentissement économique amorcé aux États-Unis à la fin de 2000 a pris de l'importance et a gagné la majorité des économies en 2001. En effet, la croissance économique des pays industrialisés a été de 0,8 % en 2001, une nette diminution en comparaison à la moyenne de 3,3 % observée au cours de la période 1996 à 2000. Ce ralentissement, le plus important depuis 1982, a été particulièrement marqué aux États-Unis, en Allemagne, au Japon et en Suisse, ces pays ayant connu une récession.

GRAPHIQUE 1.1

REPRISE MODÉRÉE DE L'ÉCONOMIE DES GRANDS PAYS INDUSTRIALISÉS
(PIB réel, variation annuelle en pourcentage)



Sources : Fonds monétaire international et Consensus Economics.

En 2002 cependant, entraînée par les États-Unis, l'activité économique des pays industrialisés a commencé à se redresser et la croissance du PIB réel a atteint 1,7 %. Divers facteurs ont contribué à cette amélioration, dont l'important assouplissement des politiques monétaires pratiqué par les banques centrales, les taux directeurs diminuant à des niveaux jamais observés au cours des quarante dernières années. Les autorités gouvernementales ont également contribué à soutenir la croissance économique par la mise en place de mesures fiscales et budgétaires importantes.

GRAPHIQUE 1.2

ASSOUPLISSEMENT IMPORTANT DES POLITIQUES MONÉTAIRES DEPUIS JANVIER 2001*
(taux d'intérêt directeurs)

* Réduction des taux directeurs entre le 3 janvier 2001 et le 6 mars 2003. À noter qu'au Canada, les taux directeurs ont augmenté de 100 points de base (pbs) à 3,00 % depuis avril 2002.

Sources : Datastream et Banque du Canada.

Toutefois, la reprise a perdu de son élan en fin d'année 2002, alors que les prix du pétrole ont augmenté, que les marchés boursiers ont connu de nouvelles baisses et que la possibilité d'un conflit militaire en Irak a contribué à diminuer la confiance des agents économiques. Néanmoins, la détente monétaire, conjuguée aux politiques budgétaires expansionnistes présentes dans certains pays, notamment aux États-Unis, continuera de soutenir l'activité économique des pays industrialisés qui progressera de 2,0 % en 2003 et de 2,8 % en 2004.

La reprise de l'Union européenne est freinée par l'Allemagne

Contrairement à l'ensemble des pays industrialisés, la situation européenne s'est détériorée en 2002. En effet, la croissance du PIB réel n'a été que de 1,0 % après une progression de 1,5 % en 2001.

Par ailleurs, malgré le ralentissement économique en 2002, l'Union européenne n'a pu bénéficier d'un assouplissement monétaire aussi vigoureux qu'en Amérique du Nord, compte tenu de la persistance de pressions inflationnistes issues de prix énergétiques élevés et de l'effet des hausses du coût des produits importés imputable à la dépréciation des monnaies européennes depuis l'an 2000.

Avec une croissance économique de 0,2 % en 2002, l'Allemagne reste le principal frein à l'expansion de l'Union européenne. Le pays compte un important secteur industriel, axé sur la production de biens d'investissement, qui doit composer avec des coûts de main-d'œuvre

élevés, ce qui réduit sa capacité à concurrencer les économies d'Asie et d'Europe de l'Est. Par ailleurs, l'économie allemande, appartenant à la zone euro, dispose désormais de peu d'outils de stimulation économique. En effet, le Pacte de stabilité et de croissance, auquel elle adhère, limite sa capacité à dépenser en contraignant ses déficits budgétaires à ne pas excéder 3 % du PIB. De plus, la politique monétaire commune maintient les taux d'intérêt trop élevés par rapport à sa situation économique.

TABLEAU 1.1

BILAN ET PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES EN EUROPE
(PIB réel, variation en pourcentage)

	2002	2003	2004
Union européenne	1,0	1,6	2,3
- Allemagne	0,2	0,8	1,8
- France	1,0	1,5	2,3
- Royaume-Uni	1,7	2,2	2,5

Source : Consensus Economics.

À l'image de plusieurs autres grandes économies, l'Union européenne connaîtra une reprise modérée en 2003, la croissance du PIB réel s'élevant à 1,6 %. Une croissance plus vigoureuse s'amorcera en deuxième moitié de 2003 et se poursuivra en 2004, alors qu'elle atteindra 2,3 %. Une accélération de l'activité économique mondiale, accompagnée d'une résorption des incertitudes géopolitiques, entraînera alors une hausse des exportations et une amélioration du climat économique.

Au Japon, une faible croissance économique est prévue

Après une croissance de 0,4 % en 2001, la situation de l'économie japonaise ne s'est pas améliorée en 2002, le PIB réel ne progressant que de 0,3 %. Le Japon demeure affecté par d'importants problèmes, dont la nécessité de restructurer ses entreprises, ce qui a des impacts négatifs sur l'emploi. En effet, alors que les grandes entreprises, orientées vers le marché extérieur, sont concurrentielles, les petites, axées vers le marché intérieur et accaparant la moitié de la main-d'œuvre, sont inefficaces compte tenu de leur taille, de l'éventail trop large des produits offerts et de leur mode de fabrication artisanal.

Malgré des taux d'intérêt de court terme près de zéro, l'investissement des entreprises, durement affecté par la baisse de la demande de produits de haute technologie, a continué de diminuer. De plus, les ménages qui doivent composer avec des baisses de revenus personnels réels et une déflation persistante, tardent à dépenser.

Ainsi, devant la lenteur et l'inefficacité des réformes structurelles mises en place et la progression modérée de l'économie mondiale, l'économie nippone ne progressera que de 0,4 % en 2003 et de 0,8 % en 2004.

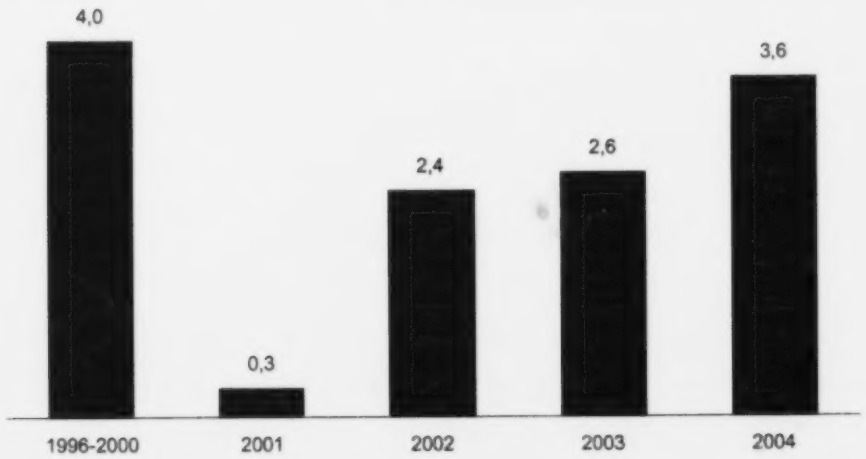
Aux États-Unis, la croissance économique s'accélèrera

Après une croissance de 0,3 % en 2001, le PIB réel a progressé de 2,4 % aux États-Unis en 2002. Cette reprise de l'économie reflète en grande partie des politiques fiscales et monétaires très expansionnistes. En effet, depuis le début de 2001, la Réserve fédérale américaine a procédé à un assouplissement monétaire important. Elle a ainsi réduit de 525 points de base le taux des fonds fédéraux, l'établissant à 1,25 %.

De plus, l'administration Bush a introduit, à la fin de 2001, un plan de relance qui a permis d'injecter 240 milliards de dollars américains dans l'économie en 2002, soit 2,3 % du PIB. Ce plan comportait notamment d'importantes baisses d'impôt.

GRAPHIQUE 1.3

ACCÉLÉRATION DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE AUX ÉTATS-UNIS
(PIB réel, variation annuelle en pourcentage)



Sources : Global Insight et Consensus Economics.

L'activité économique continuera à se raffermir en 2003, alors que la croissance du PIB réel s'élèvera à 2,6 %. Le contrôle des coûts de production et les gains de productivité observés en 2002 permettront aux entreprises d'assainir leurs bilans, favorisant ainsi un redressement graduel de leurs investissements. De plus, les stimuli fiscaux déjà en place continueront de soutenir l'activité économique, tandis que de faibles taux d'intérêt offriront toujours aux ménages un accès au crédit à peu de frais. Enfin, la dépréciation du dollar américain rendra le secteur manufacturier plus concurrentiel.

En outre, le nouveau plan de stimulation économique, proposé en janvier 2003 par le président Bush, aura un impact positif sur la croissance dès 2003. D'une valeur de 674 milliards de dollars américains en dix ans, ce plan mise sur l'élimination de la double taxation des dividendes et la réduction des taux d'imposition sur le revenu des ménages.

En 2004, plusieurs éléments positifs permettront à l'économie américaine d'enregistrer une croissance de 3,6 %. La consommation sera soutenue par la reprise de l'emploi et la progression des salaires. De plus, l'amélioration de la rentabilité des entreprises favorisera l'accroissement additionnel de leurs investissements. En outre, la résorption anticipée des risques géopolitiques devrait bénéficier à l'activité économique.

La réalisation de cette prévision repose toutefois sur l'hypothèse que l'économie américaine réussira à résorber à court terme certains déséquilibres l'affectant, tels l'important excédent de capacités de production dans le secteur des nouvelles technologies, l'endettement élevé des agents économiques, le déficit de la balance commerciale et celui du gouvernement fédéral.

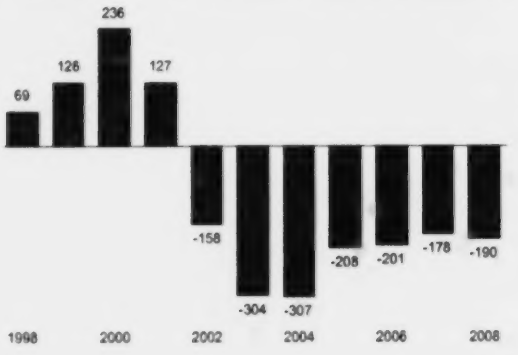
GRAPHIQUE 1.4

IMPORTANT EXCÉDENT DE PRODUCTION DANS LE SECTEUR DES NOUVELLES TECHNOLOGIES – ÉTATS-UNIS
(taux d'utilisation en pourcentage)

Source : Global Insight.

GRAPHIQUE 1.5

BUDGET 2004 : RETOUR DES DÉFICITS AUX ÉTATS-UNIS
(solde budgétaire unifié en milliards de dollars américains)



Source : Office of Management and Budget.

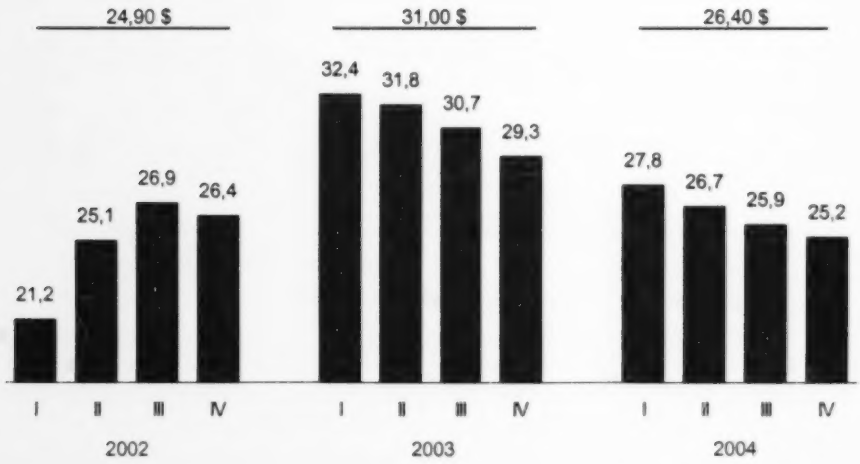
Hausse temporaire des prix du pétrole

Les prix du pétrole ont fortement augmenté au cours de l'année 2002. La grève générale prolongée au Venezuela a fortement réduit les activités pétrolières de cet important producteur. De plus, la diminution des stocks de combustibles, à la suite des vagues de froid en Europe et en Amérique du Nord, a exercé des pressions à la hausse sur les prix. À la fin de décembre 2002, les prix du pétrole ont dépassé la barre des 30 $ US le baril et se sont encore accrus au début de 2003 avec les risques de guerre entre les États-Unis et l'Irak.

En perspective, la résorption graduelle des risques géopolitiques devrait favoriser un retour des prix du pétrole autour du prix cible de 25 $ US le baril visé par les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

GRAPHIQUE 1.6

RETOUR GRADUEL DES PRIX DU PÉTROLE AU NIVEAU CIBLE DE L'OPEP
(en dollars américains le baril)



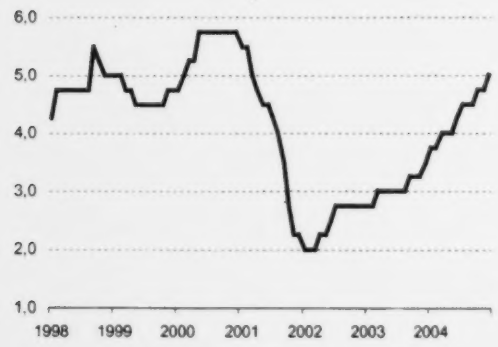
Sources : Energy Information Administration et ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche du Québec (MFER).

Au Canada, les conditions monétaires resteront favorables

La croissance de l'économie canadienne en 2002 a été vigoureuse, atteignant 3,4 %. En perspective, compte tenu de la vigueur de la demande intérieure et de la reprise du secteur extérieur, l'économie canadienne demeurera forte, le rythme de croissance atteignant 3,1 % en 2003 et 3,3 % en 2004, des taux légèrement supérieurs à la croissance potentielle de l'économie, tels qu'estimé par la Banque du Canada. Confrontée à ce dynamisme, celle-ci a déjà relevé le taux au jour le jour de 100 points de base à 3,00 %. Sur l'horizon de prévision, elle devrait continuer de réduire la détente monétaire en raison de son désir de maintenir l'inflation autour de 2,0 %, soit au centre de sa fourchette cible.

GRAPHIQUE 1.7

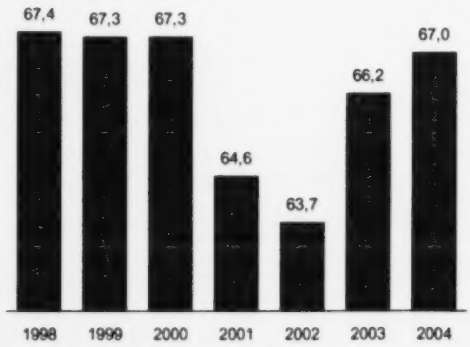
HAUSSE GRADUELLE DES TAUX D'INTÉRÊT
(taux au jour le jour, en pourcentage)



Sources : Banque du Canada et MFER.

GRAPHIQUE 1.8

REMONTÉE GRADUELLE DU DOLLAR CANADIEN
(en cents américains)



Sources : Banque du Canada et MFER.

Quant au dollar canadien, il a continué de se déprécier vis-à-vis de la devise américaine en 2002, en raison notamment du rôle de valeur refuge qu'a joué le dollar américain à la suite des événements du 11 septembre et de la volatilité accrue des marchés financiers internationaux.

En 2003 et en 2004, une activité économique plus dynamique au Canada qu'aux États-Unis, une remontée des prix des matières premières soutenue par la reprise graduelle de l'économie mondiale, ainsi que des taux d'intérêt de court terme plus élevés au Canada qu'aux États-Unis devraient entraîner une légère appréciation du dollar canadien face au dollar américain.

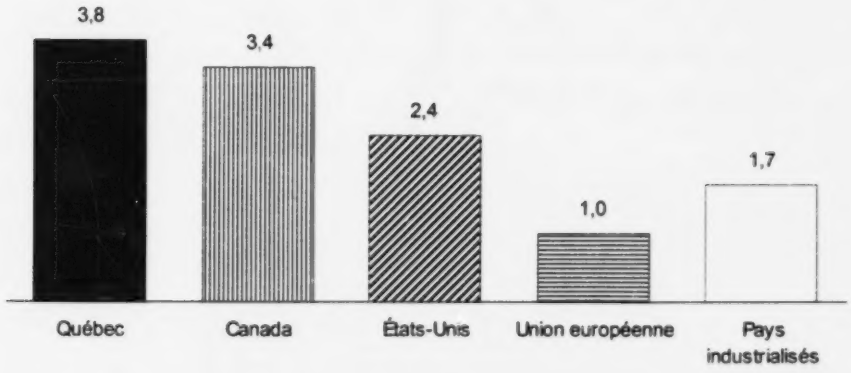
Bilan de l'économie québécoise en 2002

L'économie du Québec s'est démarquée en 2002

Dans un contexte de reprise économique modérée des pays industrialisés, le Québec a connu une excellente année, se démarquant par rapport aux autres économies. En fait, le PIB réel a crû de 3,8 % au Québec, alors qu'il a augmenté de 3,4 % au Canada, de 2,4 % aux États-Unis et de 1,7 % pour l'ensemble des grands pays industrialisés.

GRAPHIQUE 1.9

UNE PERFORMANCE ÉCONOMIQUE REMARQUABLE EN 2002
(PIB réel, variation en pourcentage)



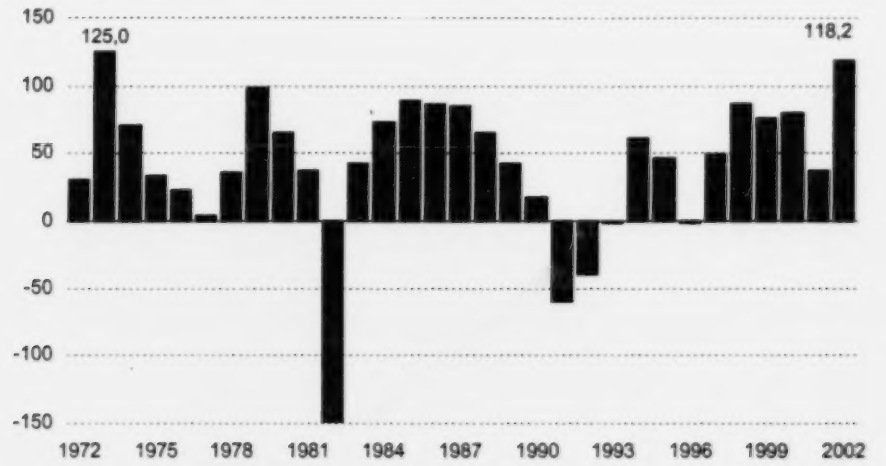
Sources : Fonds monétaire international et MFER.

Une création d'emplois exceptionnelle

La vigueur de l'économie québécoise s'est particulièrement manifestée au plan de la création d'emplois. En effet, il s'est créé au Québec 118 200 emplois en 2002, la meilleure performance depuis 1973, alors que 125 000 emplois avaient été créés. Il s'agit d'une progression de 3,4 % par rapport à l'année 2001, soit un rythme supérieur à celui de toutes les autres régions canadiennes.

GRAPHIQUE 1.10

CRÉATION D'EMPLOIS
(en milliers)



Source : Statistique Canada.

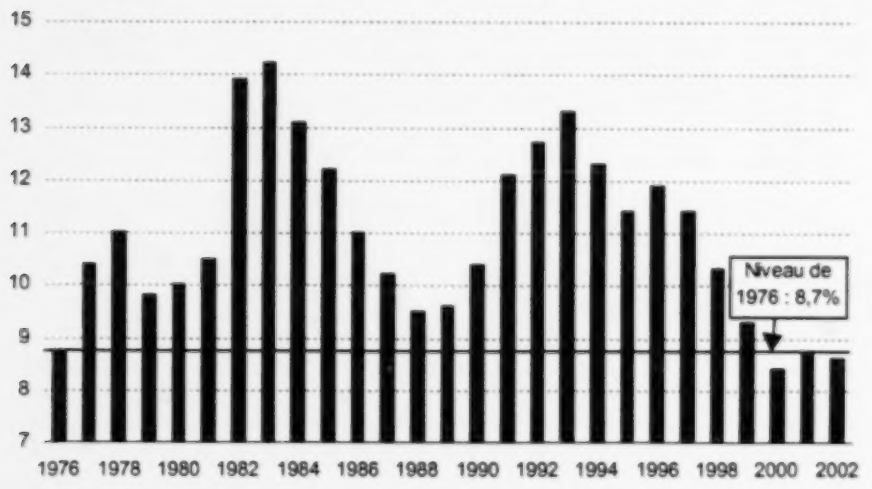
Le taux de chômage a continué de diminuer

La bonne performance de l'emploi s'est traduite par une baisse du taux de chômage, qui s'est établi à 8,6 % en moyenne pour l'année. À l'exception de l'année 2000, il s'agit du meilleur résultat depuis 1976, année où le taux de chômage a été de 8,7 %. Notons également que le taux de chômage s'est replié de 4,7 points de pourcentage depuis 1993, alors qu'il avait atteint 13,3 %.

La baisse du taux de chômage en 2002 a toutefois été limitée par une hausse importante du taux d'activité, lequel a augmenté de 1,5 point de pourcentage. N'eut été de cette hausse, le taux de chômage se serait élevé à 6,4 %.

GRAPHIQUE 1.11

BAISSE DU TAUX DE CHÔMAGE EN 2002
(en pourcentage)



Source : Statistique Canada.

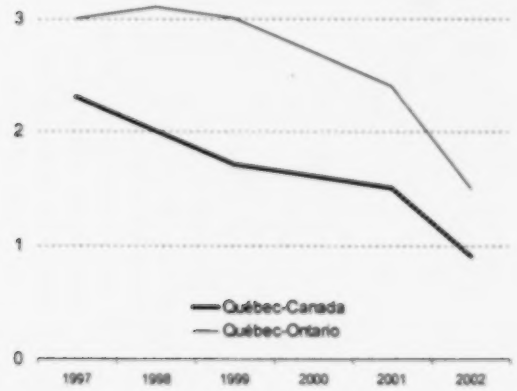
Les écarts de taux de chômage et d'emploi avec le Canada et l'Ontario sont réduits

Les résultats de 2002 permettent également au Québec de continuer de réduire l'écart entre son taux de chômage et celui du Canada. L'écart de 2,3 points de pourcentage, observé en 1997, a été réduit de plus de moitié à 0,9 point en 2002. En comparaison avec l'Ontario, des progrès ont également été réalisés, l'écart de taux de chômage passant de 3,0 points en 1997 à 1,5 point en 2002.

Le taux d'emploi des 15 à 64 ans, soit la proportion de cette population détenant un emploi, illustre aussi la bonne performance du marché du travail québécois. En effet, ce taux a atteint un niveau record de 69,4 % en 2002. Cette hausse a permis de réduire à nouveau l'écart avec l'Ontario, qui est passé de 10,2 points de pourcentage en 1989 à 3,4 points en 2002.

GRAPHIQUE 1.12

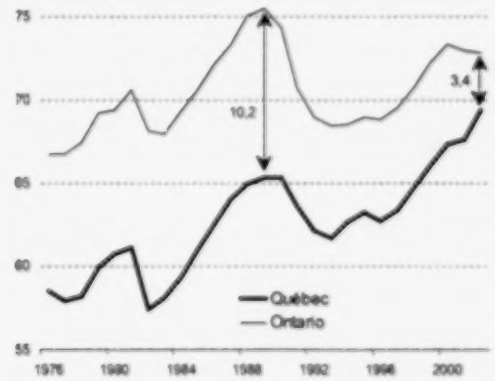
LE TAUX DE CHÔMAGE DU QUÉBEC SE RAPPROCHE DE CELUI DU CANADA ET DE L'ONTARIO
(points d'écart du taux de chômage)



Source : Statistique Canada.

GRAPHIQUE 1.13

RÉDUCTION DE L'ÉCART DU TAUX D'EMPLOI DES 15-64 ANS ENTRE LE QUÉBEC ET L'ONTARIO
(en pourcentage)



Source : Statistique Canada.

Les jeunes ont occupé une large part des emplois créés

Pour une cinquième année consécutive, les jeunes âgés de 15 à 24 ans ont le plus bénéficié des hausses d'emploi. Les jeunes ont occupé 25 800 des 118 200 nouveaux emplois créés en 2002, soit la plus forte création d'emplois pour ce groupe depuis 1999. Les jeunes ont ainsi obtenu 21,8 % des emplois créés, alors que leur poids démographique n'était que de 15,9 % en 2002.

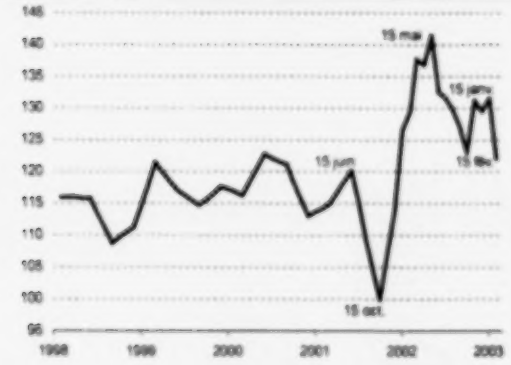
Les ménages ont soutenu la croissance

La confiance des ménages est demeurée élevée

La vigueur de l'emploi et les mesures prises par le gouvernement lors du Budget 2002-2003 ont permis d'atteindre un niveau record de confiance des ménages en mai 2002, l'indice augmentant de 42 % par rapport à octobre 2001. Malgré un recul depuis, la confiance se maintient toujours à un niveau relativement élevé.

GRAPHIQUE 1.14

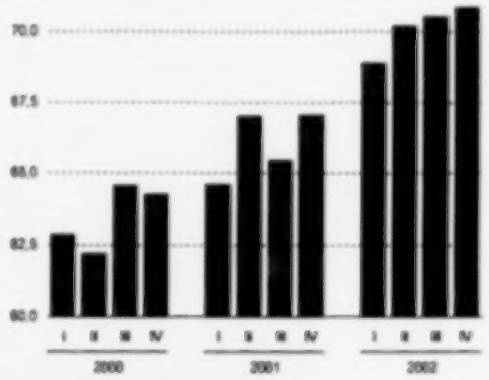
INDICE DE CONFIANCE DES MÉNAGES
(indice : 1991 = 100)



Source : Conference Board du Canada.

GRAPHIQUE 1.15

VENTES AU DÉTAIL
(en milliards de dollars)



Source : Statistique Canada.

Les ventes au détail ont fortement progressé

La forte création d'emplois a également permis une progression de 3,8 % du revenu personnel, lequel, combiné à un niveau élevé de confiance des ménages, au dynamisme du secteur résidentiel, ainsi qu'aux bas taux d'intérêt, a permis une croissance de 6,1 % des ventes au détail en 2002. La demande de biens durables a augmenté fortement, notamment les ventes de meubles et d'appareils ménagers, ainsi que celles des véhicules automobiles en raison de la présence d'offres de financement intéressantes.

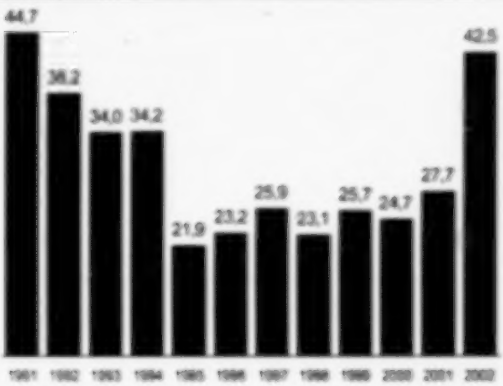
Les mises en chantier ont atteint un nouveau sommet

Le marché résidentiel a joué un rôle important dans la performance économique en 2002, avec une vigueur qui ne s'était pas manifestée depuis plusieurs années. Les mises en chantier ont en effet atteint 42 500 unités, soit une augmentation de 53,4 % par rapport à l'année 2001. Il faut remonter à 1991 pour retrouver des niveaux aussi élevés, alors que 44 700 unités avaient été construites.

La tenue remarquable du secteur résidentiel en 2002 résulte de bas taux d'intérêt, du marché de l'emploi favorable, ainsi que de la faiblesse du taux d'inoccupation des logements locatifs, qui s'élève à 1,2 %, le plus bas niveau observé depuis 1976.

GRAPHIQUE 1.16

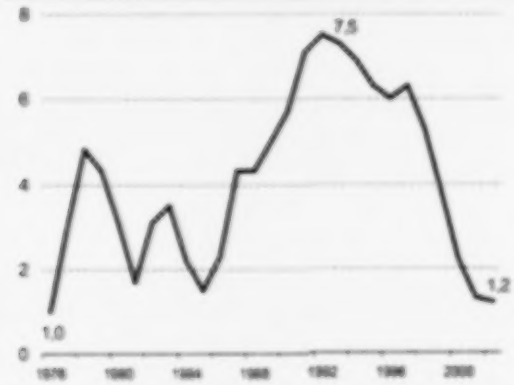
MISES EN CHANTIER : UNE ANNÉE 2002 EXCEPTIONNELLE
(en milliers d'unités)



Source : Société canadienne d'hypothèques et de logement.

GRAPHIQUE 1.17

TRÈS FAIBLE TAUX D'INOCCUPATION DES LOGEMENTS LOCATIFS
(en pourcentage)



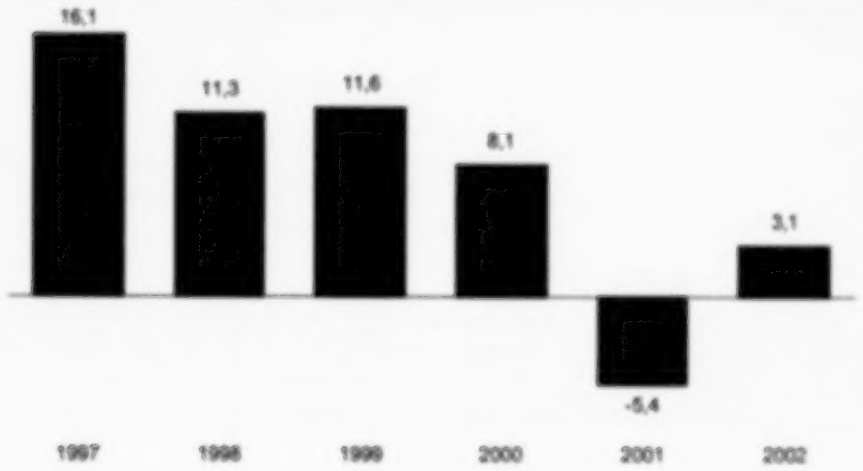
Source : Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Reprise des investissements non résidentiels des entreprises

La croissance des investissements non résidentiels des entreprises a atteint 3,1 % au Québec en 2002, alors qu'un recul de 2,4 % était observé au Canada. La croissance de l'ensemble des investissements non résidentiels a été encore plus élevée, atteignant 6,7 %, en raison du Plan d'accélération des investissements publics. Ce plan a permis la réalisation de plus de 1,5 milliard de dollars d'investissements publics additionnels en 2002.

GRAPHIQUE 1.18

ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS NON RÉSIDENTIELS DES ENTREPRISES
(variation en pourcentage)



Sources : Institut de la statistique du Québec et MFER.

Faible contribution du secteur extérieur

Contrairement aux autres secteurs, le secteur extérieur est demeuré peu vigoureux en 2002. Les exportations internationales de marchandises ont en effet connu un recul de 1,4 % en raison de la faiblesse de l'activité économique aux États-Unis.

Certains facteurs spécifiques ont également contribué à ce résultat. En particulier, notons la baisse des exportations du secteur de l'aéronautique, en raison des difficultés que connaît l'industrie du transport aérien, la fermeture de l'usine de GM de Boisbriand et les baisses dans les secteurs des télécommunications et des machines et matériel de bureau. Les exportations du secteur forestier ont également été affectées par le différend commercial sur le bois d'œuvre avec les États-Unis. Soulignons toutefois la bonne performance des exportations des secteurs des métaux primaires et des minéraux qui ont continué de croître, malgré les difficultés du secteur manufacturier américain.

Les perspectives économiques du Québec pour 2003 et 2004

Malgré un léger ralentissement, l'économie du Québec demeure vigoureuse

En 2003, la croissance du PIB réel atteindra 3,5 %. La vigueur de l'emploi observée en 2002 se poursuivra et permettra une forte progression du revenu personnel et de la consommation. De plus, les investissements non résidentiels s'accéléreront, grâce à l'augmentation des profits des sociétés, à un niveau élevé d'utilisation des capacités de production et à la mise en œuvre de certains projets majeurs d'investissement. Une reprise modérée des exportations, stimulée par une économie américaine plus robuste, contribuera également à soutenir l'économie. Cependant, la hausse progressive des taux d'intérêt réduira le rythme de croissance de la demande intérieure.

En 2004, le PIB réel croîtra de 3,2 %. La hausse additionnelle des taux d'intérêt continuera de freiner les mises en chantier et la consommation. La fin du Plan d'accélération des investissements publics limitera aussi la croissance économique. L'investissement du secteur privé prendra toutefois la relève, notamment avec les projets d'Alcoa à Baie-Comeau et d'Alouette, qui amorceront la phase la plus intensive de leur développement. Enfin, le secteur extérieur contribuera davantage à la croissance, en raison d'une progression plus forte de l'économie américaine.

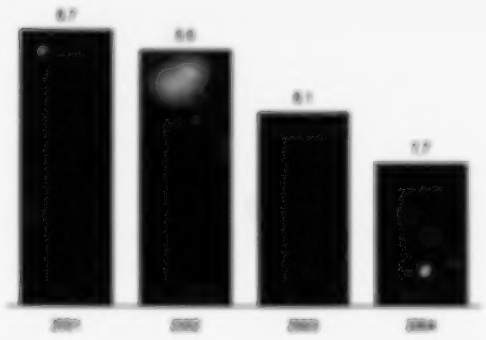
Solide performance de l'emploi

La bonne performance de l'économie permettra la création de 89 000 emplois en 2003 et de 63 000 en 2004. Cette forte création d'emplois devrait permettre au taux de chômage de diminuer à 8,1 % en 2003 et à 7,7 % en 2004.

L'augmentation du taux d'activité, lequel devrait atteindre 66,2 % en 2004, continuera toutefois de limiter la baisse du taux de chômage. En effet, la progression de l'emploi encouragera une participation accrue au marché du travail.

GRAPHIQUE 1.19

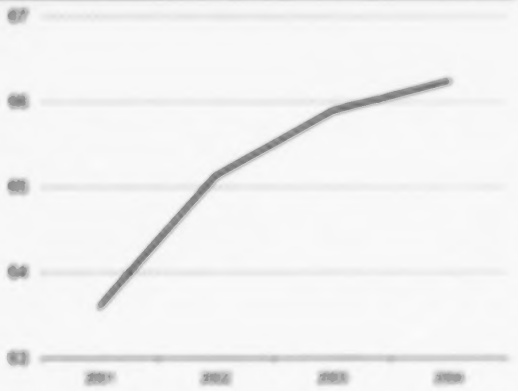
TAUX DE CHÔMAGE
(en pourcentage)



Sources : Statistique Canada et MFER.

GRAPHIQUE 1.20

TAUX D'ACTIVITÉ
(en pourcentage)



Sources : Statistique Canada et MFER.

L'investissement résidentiel demeure élevé

Les mises en chantier devraient se maintenir à un niveau élevé en 2003 et 2004. Après une année 2002 exceptionnelle avec 42 500 mises en chantier, alors que la moyenne des cinq années précédentes s'établissait à 25 400 unités, le niveau des mises en chantier atteindra 40 200 en 2003 et 34 700 en 2004.

En effet, malgré une hausse des taux d'intérêt hypothécaires, les conditions économiques demeurent toujours favorables au secteur de la construction. La progression de l'emploi reste vigoureuse, ce qui continue de favoriser la création de ménages. En outre, le faible taux d'inoccupation et le peu d'unités disponibles sur le marché de la revente créent un contexte propice à la construction d'habitations neuves.

Par ailleurs, le gouvernement continuera de soutenir l'activité du secteur résidentiel par l'entremise des mesures annoncées dans le présent budget ainsi que dans le précédent.

Le plan adopté au moment du Budget 2002-2003 visait la mise en place de 13 000 nouveaux logements à loyer modique ou abordable. Le présent budget annonce l'ajout de 5 000 nouveaux logements et des montants additionnels pour stimuler la rénovation dans le cadre des programmes Rénovation-Québec et RénoVillage.

Malgré le ralentissement économique anticipé, la consommation demeure forte

La bonne tenue du marché du travail et une reprise des revenus de placement, après une année difficile en 2002, auront des impacts positifs sur le revenu personnel des Québécois. Jumelée aux conditions monétaires toujours avantageuses et à la confiance relativement élevée des consommateurs, la croissance du revenu personnel devrait favoriser une forte progression des dépenses de consommation, qui s'établira à 5,3 % en 2003 et à 4,1 % en 2004.

L'investissement non résidentiel des entreprises s'accélère

La bonne tenue de l'économie québécoise devrait permettre aux entreprises d'afficher de meilleurs résultats financiers, alors que leurs profits devraient croître de 11,5 % en 2003 et de 9,1 % en 2004. Cette augmentation attendue des profits des entreprises, ainsi que la tendance à la hausse de l'utilisation de la capacité de production observée au cours des derniers trimestres, entraîneront une progression de 4,6 % en 2003 et de 6,7 % en 2004 des investissements non résidentiels des entreprises.

Certains grands projets d'investissement, qui stimuleront l'économie des régions du Québec, ont d'ailleurs déjà été annoncés. Notons, en particulier, les projets d'investissement des alumineries Alouette à Sept-Îles, et Alcoa à Baie-Comeau, qui devraient débuter en 2003 et prendre plus d'importance en 2004. Les projets de développement hydroélectrique, comme les barrages Toulnustouc et Eastmain-1, ainsi que les sommes qui seront investies dans la modernisation des usines de papier Gaspésia et Kruger-Wayagamack, contribueront également à alimenter la croissance des investissements en 2003 et 2004. Toutefois, les investissements non résidentiels publics s'atténueront en 2004, avec la fin du Plan d'accélération des investissements publics.

Reprise du secteur extérieur

En 2003, le secteur extérieur devrait contribuer plus significativement à la croissance de l'économie québécoise, en raison d'une reprise plus vigoureuse des investissements non résidentiels aux États-Unis. La croissance des exportations internationales de marchandises devrait s'établir à 2,3 %. La reprise des exportations s'accélérera à 6,2 % en 2004, en raison d'une économie américaine encore plus dynamique, particulièrement en ce qui a trait à l'investissement, et à la reprise des exportations des secteurs du matériel de transport et des technologies de l'information.

TABLEAU 1.2

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES
(variation en pourcentage)

	2002	2003	2004
PRODUCTION			
— Produit intérieur brut réel	3,8	3,5	3,2
— Produit intérieur brut	4,6	5,5	4,6
ÉLÉMENTS DE DÉPENSES			
— Consommation	4,4	5,3	4,1
— Mises en chantier ('000)	42,5	40,2	34,7
— Investissements non résidentiels des entreprises	3,1	4,6	6,7
— Exportations internationales de marchandises[1]	-1,4	2,3	6,2
ÉLÉMENTS DE REVENUS ET PRIX			
— Salaires et traitements	5,2	4,8	4,3
— Revenu personnel	3,8	4,6	3,9
— Bénéfices des sociétés	3,8	11,5	9,1
— Prix à la consommation	2,0	2,7	1,5
MARCHÉ DU TRAVAIL			
— Population active	3,2	1,9	1,3
— Emploi	3,4	2,5	1,7
— en milliers	118	89	63
— Taux de chômage[2]	8,6	8,1	7,7
MARCHÉS FINANCIERS – CANADA			
— Bons du Trésor, 3 mois[2]	2,6	3,0	4,4
— Obligations fédérales, 10 ans[2]	5,3	5,2	5,8
— Taux de change ($ CAN en ¢ US)	63,7	66,2	67,0

(1) Dollars constants de 1997.
(2) Niveau en pourcentage.

Comparaison avec les prévisions du secteur privé

Les prévisions économiques utilisées pour préparer cette mise à jour des équilibres financiers sont peu différentes de celles du secteur privé.

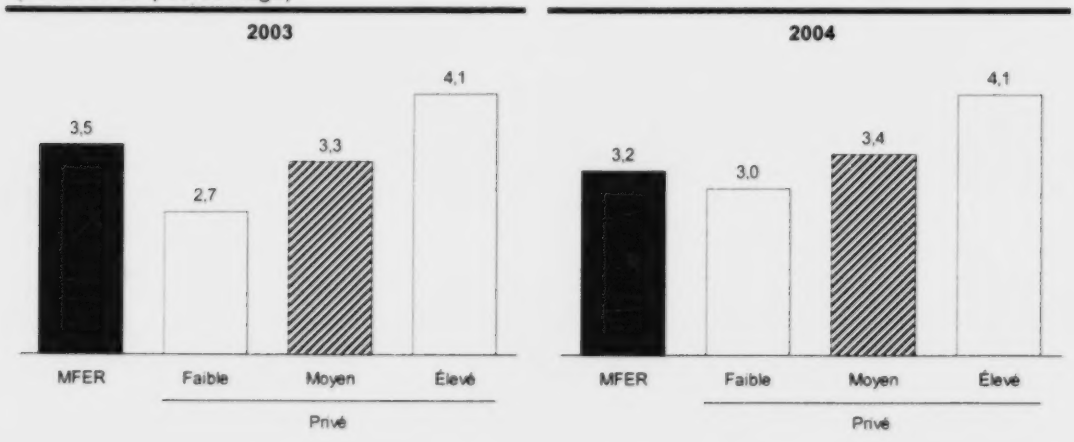
En moyenne, les économistes du secteur privé anticipent que la croissance économique du Québec atteindra 3,3 % en 2003, ce qui est légèrement plus faible que la prévision du présent budget. Cependant, les prévisionnistes du secteur privé sont partagés; alors que certains anticipent une croissance pouvant aller jusqu'à 4,1 %, d'autres entrevoient une progression plus modeste de 2,7 %. Cela témoigne de l'incertitude qui se manifeste quant aux perspectives économiques à court terme.

En 2004, l'hypothèse de croissance retenue de 3,2 % se situe légèrement en dessous de la moyenne de 3,4 % du secteur privé.

GRAPHIQUE 1.21

COMPARAISON DES PRÉVISIONS DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE AVEC LE SECTEUR PRIVÉ - QUÉBEC

(variation en pourcentage)



Source : MFER.

Section 2

La situation financière du gouvernement en 2002-2003 et les emprunts du secteur public

Les opérations financières du gouvernement 3

Les revenus budgétaires 5
Les dépenses budgétaires 10
Les opérations non budgétaires 12
Le financement 14
Les emprunts 16
Les remboursements d'emprunts 20
La dette totale du gouvernement 21
La structure de la dette 22

Les emprunts, les investissements et la dette du secteur public 24

Les emprunts et les investissements du secteur public 24
La dette à long terme du secteur public 29

Données historiques et résultats préliminaires 31

Opérations financières du gouvernement du Québec
— Sommaire 31
— Revenus budgétaires 32
— Dépenses budgétaires 33
— Opérations non budgétaires 34
— Opérations de financement 36

Emprunts réalisés en 2002-2003 pour le Fonds consolidé du revenu 37
Emprunts réalisés en 2002-2003 pour le Fonds de financement 38
Emprunts réalisés en 2002-2003 par Financement-Québec 39
Emprunts réalisés en 2002 par Hydro-Québec 40

Les opérations financières du gouvernement [1]

La prévision de déficit zéro pour l'année financière 2002-2003, établie lors de l'Énoncé complémentaire du 19 mars 2002, est maintenue.

Les revenus budgétaires consolidés de l'exercice financier 2002-2003 sont révisés à 52 820 millions de dollars, soit 913 millions de dollars de plus que ce qui était anticipé à l'Énoncé complémentaire de mars 2002. Cette augmentation des revenus résulte des révisions à la hausse de 647 millions de dollars des revenus autonomes et de 266 millions de dollars des transferts fédéraux.

Les dépenses budgétaires consolidées s'établissent à 52 820 millions de dollars en 2002-2003, soit une révision à la hausse de 913 millions de dollars par rapport à la prévision de l'Énoncé de mars 2002. Cette augmentation des dépenses découle de la révision à la hausse de 827 millions de dollars des dépenses d'opérations et de 86 millions de dollars du service de la dette.

Pour leur part, les besoins financiers nets consolidés sont révisés à 1 927 millions de dollars, soit une augmentation de 1 055 millions de dollars par rapport à la prévision de l'Énoncé complémentaire de mars 2002. Ainsi, les besoins financiers nets des organismes consolidés s'élèvent à 1 627 millions de dollars et ceux du Fonds consolidé du revenu s'établissent à 300 millions de dollars.

En ce qui a trait aux opérations de financement, la variation de la dette directe est révisée à la hausse de 4 035 millions de dollars par rapport à la prévision de l'Énoncé complémentaire du 19 mars 2002. Cette hausse s'explique par les emprunts effectués par anticipation en 2002-2003.

(1) À des fins comparatives, les données de cette section ont été ajustées sur la base de la structure budgétaire et financière qui prévaudra en 2003-2004.

TABLEAU 2.1

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES CONSOLIDÉES [1]
(en millions de dollars)

	2001-2002	2002-2003		
	Résultats réels	Énoncé complémentaire du 2002-03-19	Résultats préliminaires [2]	Variations par rapport à l'Énoncé
Opérations budgétaires				
Revenus autonomes	41 004	43 065	43 712	647
Transferts fédéraux	9 305	8 842	9 108	266
Total des revenus	50 309	51 907	52 820	913
Dépenses d'opérations	- 43 976	- 44 713	- 45 540	- 827
Service de la dette	- 7 261	- 7 194	- 7 280	- 86
Total des dépenses	- 51 237	- 51 907	- 52 820	- 913
Réserve budgétaire				
Utilisation des sommes affectées à la réserve pour financer des dépenses et pour maintenir l'équilibre budgétaire	950	—	—	—
Surplus budgétaire	**22**	**0**	**0**	**0**
Opérations non budgétaires				
Placements, prêts et avances	- 1 142	- 1 661	- 1 966	- 305
Immobilisations	- 995	- 1 674	- 1 642	32
Régimes de retraite	2 089	1 975	1 987	12
Autres comptes	- 589	488	- 306	- 794
Besoins non budgétaires	**- 637**	**- 872**	**- 1 927**	**- 1 055**
Besoins financiers nets	**- 615**	**- 872**	**- 1 927**	**- 1 055**
Opérations de financement				
Variation de l'encaisse	132	2 044	- 2 043	- 4 087
Variation de la dette directe [3]	3 623	1 593	5 628	4 035
Fonds d'amortissement des régimes de retraite [4]	- 3 140	- 2 765	- 1 658	1 107
Total du financement des opérations	**615**	**872**	**1 927**	**1 055**

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement. Pour la variation de l'encaisse, un montant négatif indique une augmentation et un montant positif une réduction.

(1) À des fins de comparaison, les données ont été ajustées sur la base de la structure budgétaire et financière 2003-2004. Les redressements requis à l'égard des données de l'Énoncé complémentaire du 19 mars 2002 découlent de la mise en place de la politique familiale à l'égard des places à contribution réduite dans les services de garde qui a pour effet d'augmenter simultanément les revenus et les dépenses de 9 millions de dollars.

(2) Les résultats préliminaires pour 2002-2003 sont établis sur la base des données réelles enregistrées d'avril 2002 à janvier 2003 et d'une estimation arrêtée au 28 février 2003 des résultats des mois de février et mars pour lesquels des transactions seront inscrites aux opérations de l'année 2002-2003 jusqu'à la fermeture des livres.

(3) La variation de la dette directe comprend les nouveaux emprunts diminués des remboursements d'emprunts.

(4) Ce fonds d'amortissement est destiné à recevoir des sommes afin de pourvoir éventuellement au versement des prestations de retraite qui sont à la charge du gouvernement, selon les dispositions des régimes de retraite des secteurs public et parapublic. Les revenus produits par ce fonds y sont accumulés et sont portés en diminution de la dépense d'intérêts inscrite à l'égard du passif au titre des régimes de retraite.

Les revenus budgétaires

Au chapitre des revenus budgétaires, l'Énoncé complémentaire au budget 2002-2003 prévoyait des revenus autonomes de 43 065 millions de dollars et des transferts fédéraux de 8 842 millions de dollars. La prévision des revenus autonomes est révisée à la hausse de 647 millions de dollars, alors que celle des transferts fédéraux est augmentée de 266 millions de dollars.

Les revenus autonomes

En ce qui concerne les revenus autonomes, les revenus supplémentaires anticipés aux taxes à la consommation et aux entreprises du gouvernement sont en partie compensés par des revenus moins élevés aux autres sources, principalement aux impôts des sociétés.

TABLEAU 2.2

SOMMAIRE DE L'ÉVOLUTION DES REVENUS AUTONOMES
(en millions de dollars)

	2001-2002	2002-2003			
	Résultats réels	Énoncé complémentaire du 2002-03-19	Résultats préliminaires	Variations par rapport à l'Énoncé	Variations par rapport à 2001-2002
					(%)
Impôt sur le revenu des particuliers	15 923	16 342	16 207	– 135	1,8
Fonds des services de santé	4 291	4 594	4 496	– 98	4,8
Impôts des sociétés	4 029	4 350	3 681	– 669	– 8,6
Taxes à la consommation	9 745	10 290	11 100	810 (1)	13,9
Autres sources	2 345	2 389	2 339	– 50	– 0,3
Entreprises du gouvernement	2 731	3 215	3 817	602	39,8
Organismes consolidés	1 940	1 885	2 072	187	6,8
Total des revenus autonomes	**41 004**	**43 065**	**43 712**	**647**	**6,6**

(1) Incluant 185 millions de dollars à l'égard de la hausse de la taxe sur les produits du tabac annoncée le 17 juin dernier.

Les résultats préliminaires à l'impôt sur le revenu des particuliers indiquent que les revenus sont réduits de 135 millions de dollars par rapport à l'Énoncé complémentaire au budget 2002-2003. À cet égard, la compilation depuis le début de l'année des déclarations d'impôt de 2001 montre des remboursements plus élevés que prévu en raison principalement de la chute de plus de 40 % des gains en capital déclarés. Cette baisse marquée des gains en capital a également amené une réduction des acomptes provisionnels des contribuables ayant subi ces pertes. Par ailleurs, les rentrées fiscales supplémentaires générées par le niveau d'emploi plus élevé que prévu ne compensent qu'en partie le manque à gagner. En effet, l'augmentation des revenus provenant de la création de nouveaux emplois depuis le début de l'année est limitée compte tenu que, par rapport aux années passées, une proportion plus grande des nouveaux emplois est à temps partiel (moins de 25 heures semaine). De plus, un grand nombre d'entre eux ont été créés dans les petites et moyennes entreprises et le secteur du commerce où la rémunération est, en moyenne, moins élevée. Quant aux cotisations au Fonds des services de santé, la réduction de 98 millions de dollars s'explique essentiellement par des révisions aux revenus des années antérieures.

Aux impôts des sociétés, les revenus sont révisés à la baisse de 669 millions de dollars. Plusieurs facteurs ayant trait à l'année d'imposition 2001 expliquent l'essentiel de cette révision. Ainsi, en raison de la baisse des bénéfices en 2001, notamment dans le secteur des technologies de l'information, les entreprises ont réclamé en 2002-2003 des remboursements importants pour des acomptes versés en trop au cours de l'exercice 2001-2002. En outre, compte tenu des dispositions du régime fiscal des entreprises, les pertes subies au cours d'une année peuvent être reportées contre les impôts payés au cours des trois années précédentes ou des sept années suivantes. L'utilisation de ces dispositions par les entreprises ayant subi des pertes a donné lieu à des remboursements supplémentaires en 2002-2003. Les entreprises ont de plus réduit leurs acomptes provisionnels de l'année 2002 puisque ces derniers étaient dorénavant basés sur les bénéfices plus faibles de 2001.

Aux taxes à la consommation, les revenus additionnels de 810 millions de dollars découlent principalement d'une révision de 609 millions de dollars à la taxe de vente en raison de la vigueur des dépenses de consommation. Par ailleurs, les revenus de la taxe sur le tabac ont augmenté de 191 millions de dollars, en raison principalement de la majoration du taux de taxe spécifique annoncée le 17 juin dernier.

La révision à la baisse de 50 millions de dollars aux autres sources s'explique notamment par des revenus plus faibles aux ressources naturelles. En effet, ces revenus sont révisés à la baisse de 38 millions de dollars, principalement à l'égard des redevances forestières, et ce, en raison de l'impact de l'imposition des droits compensatoires sur le bois d'œuvre exporté aux États-Unis. De plus, les feux de forêt exceptionnels de l'été 2002 ont entraîné des dépenses supplémentaires, réduisant ainsi

les redevances nettes. Les autres révisions proviennent, entre autres, des revenus d'intérêts et des ventes de biens et services.

La prévision de revenus en provenance des entreprises du gouvernement est révisée à 3 817 millions de dollars, soit une hausse de 602 millions de dollars.

Cette révision s'explique notamment par le bénéfice d'Hydro-Québec qui a été révisé à la hausse de 470 millions de dollars principalement en raison de l'augmentation des ventes d'électricité et de taux d'intérêt favorables.

Elle s'explique également par un revenu de 680 millions de dollars conséquent à l'adoption, le 19 décembre 2002, de la *Loi modifiant la Loi sur la santé et la sécurité du travail et d'autres dispositions législatives*. Par cette loi, le gouvernement a acquiescé à la demande de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) d'accroître son autonomie sur la gestion de ses ressources. Ainsi, les activités de la CSST ont été transférées à une fiducie, le Fonds de la santé et de la sécurité du travail. Les fiducies étant exclues du périmètre comptable, le gouvernement a dû éliminer de ses livres son placement dans la CSST.

Ces augmentations sont toutefois atténuées par des révisions à la baisse des revenus provenant des autres entreprises, notamment à la Société générale de financement du Québec en raison de la perte de 255 millions de dollars à l'égard de certains de ses placements, dont Magnola.

Les transferts fédéraux

Les transferts fédéraux devraient se situer à 9 108 millions de dollars pour l'année financière 2002-2003, ce qui représente une révision à la hausse de 266 millions de dollars par rapport à la prévision de l'Énoncé complémentaire de mars 2002.

TABLEAU 2.3

SOMMAIRE DE L'ÉVOLUTION DES TRANSFERTS FÉDÉRAUX
(en millions de dollars)

	2001-2002	2002-2003			
	Résultats réels	Énoncé complémentaire du 2002-03-19	Résultats préliminaires	Variations par rapport à l'Énoncé	Variations par rapport à 2001-2002
					(%)
Péréquation	5 336	5 339	5 315	– 24	– 0,4
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS)	2 958	2 455	2 727	272	– 7,8
Autres transferts liés aux accords fiscaux	27	15	34	19	25,9
Autres programmes	564	655	644	– 11	14,2
Organismes consolidés	420	378	388	10	– 7,6
Total des transferts fédéraux	**9 305**	**8 842**	**9 108**	**266**	**– 2,1**

Les revenus de péréquation sont inférieurs de 24 millions de dollars au niveau prévu lors de l'Énoncé complémentaire de mars dernier. Cette révision s'explique presque entièrement par l'impact négatif à la péréquation de la correction de l'erreur de l'Agence des douanes et du revenu du Canada (ADRC) adoptée par le gouvernement fédéral.

Par ailleurs, la révision à la hausse de 272 millions de dollars au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) reflète essentiellement la révision à la baisse du transfert fiscal utilisé dans le calcul de la répartition de l'enveloppe du programme, ce qui augmente d'autant les versements en espèces au Québec.

Correction de l'erreur de l'Agence des douanes et du revenu du Canada

L'Agence des douanes et du revenu du Canada (ADRC) a versé, de 1972 à 1999, plus de 3,4 milliards de dollars en trop principalement à quatre provinces (Ontario, Manitoba, Colombie-Britannique et Alberta) au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers. Dans le cadre de la correction de cette erreur, le gouvernement fédéral a annoncé le 4 septembre dernier une modification de la formule de péréquation rétroactive à l'année 2001-2002 qui augmente la capacité fiscale relative du Québec et ainsi, diminue ses droits de péréquation.

L'impact négatif de la solution fédérale à l'erreur de l'ADRC sur les droits de péréquation du Québec, d'abord estimé à 479 millions de dollars lors de la Synthèse des opérations financières au 30 juin 2002, a été réduit à 426 millions de dollars dans les calculs fédéraux de février 2003. À la suite des pressions du Québec, le gouvernement fédéral a décidé d'accélérer la mise à jour des données utilisées pour calculer les droits de péréquation à l'assiette des impôts sur le revenu des particuliers à l'égard de 2002, ce qui a permis de limiter l'impact de la correction de l'erreur de l'ADRC à 247 millions de dollars en 2002-2003.

De cet impact, la portion applicable à 2001-2002, soit 215 millions de dollars, sera inscrite à la dette représentant les déficits cumulés puisqu'elle résulte de la correction d'une erreur se rapportant à une année antérieure.

TABLEAU 2.4

IMPACT DE LA SOLUTION FÉDÉRALE À L'ERREUR DE L'AGENCE DES DOUANES ET DU REVENU DU CANADA
(en millions de dollars)

	2002-2003
Synthèse des opérations financières au 30 juin 2002	**– 479**
Calculs fédéraux de février 2003	**– 426**
Accélération de la mise à jour des données utilisées par le gouvernement fédéral à l'égard de 2002	179
Impact sur le cadre financier du Québec de la correction de l'erreur de l'ADRC	**– 247**
Répartition :	
Augmentation de la dette représentant les déficits cumulés en raison de la correction applicable à 2001-2002	– 215
Diminution des revenus de péréquation en raison de la correction applicable à 2002-2003	– 32

Les dépenses budgétaires

La prévision des dépenses budgétaires est révisée à 52 820 millions de dollars pour l'année financière 2002-2003, soit 913 millions de dollars de plus que prévu à l'Énoncé complémentaire du 19 mars 2002. Au total, les dépenses budgétaires augmentent de 3,1 % par rapport à 2001-2002.

TABLEAU 2.5

SOMMAIRE DE L'ÉVOLUTION DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

	2001-2002				2002-2003
	Résultats réels	Énoncé complémentaire du 2002-03-19	Résultats préliminaires	Variations par rapport à l'Énoncé	Variations par rapport à 2001-2002
					(%)
Objectif de dépenses de programmes	42 512	43 223	43 223	—	1,7
Relèvement de l'objectif	—	—	881	881	—
Dépenses de programmes	42 512	43 223	44 104	881	3,7
Organismes consolidés	1 464	1 490	1 436	– 54	– 1,9
Total des dépenses d'opérations	**43 976**	**44 713**	**45 540**	**827**	**3,6**
Service de la dette					
Fonds consolidé du revenu					
Service de la dette directe	3 970	3 829	3 927	98	– 1,1
Régimes de retraite	2 717	2 668	2 706	38	– 0,4
	6 687	6 497	6 633	136	– 0,8
Organismes consolidés	574	697	647	– 50	12,7
Total du service de la dette	**7 261**	**7 194**	**7 280**	**86**	**0,3**
Total des dépenses budgétaires	**51 237**	**51 907**	**52 820**	**913**	**3,1**

Les dépenses d'opérations

Les dépenses d'opérations sont révisées à 45 540 millions de dollars, soit 827 millions de dollars de plus que prévu à l'Énoncé complémentaire du 19 mars 2002.

Le présent budget fait état d'un relèvement de l'objectif de dépenses de programmes de 881 millions de dollars en 2002-2003. Ce relèvement découle, entre autres, de dépenses additionnelles de 285 millions de dollars dans le secteur de la santé et des services sociaux, notamment 69 millions de dollars pour l'amélioration des services dans le réseau et 144 millions de dollars pour le programme d'assurance médicaments. Il provient également d'un dépassement de 140 millions de dollars au ministère de l'Emploi et Solidarité sociale en raison d'une diminution moins importante que prévu du nombre de ménages à l'assistance-emploi, et d'une hausse de 35 millions de dollars au ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration principalement pour le programme de réconciliation avec les orphelins de Duplessis.

Par ailleurs, les dépenses des organismes consolidés sont révisées à la baisse de 54 millions de dollars par rapport à l'Énoncé complémentaire de mars 2002.

Le service de la dette

Le service de la dette est révisé à la hausse de 86 millions de dollars par rapport à la prévision de l'Énoncé complémentaire du 19 mars 2002. Il s'établit maintenant à 7 280 millions de dollars, dont 3 927 millions de dollars pour le service de la dette directe, 2 706 millions de dollars pour les intérêts sur le passif net au titre des régimes de retraite et 647 millions de dollars pour le service de la dette des organismes consolidés.

Cette révision s'explique notamment par un dollar canadien plus faible que prévu, surtout par rapport au franc suisse et au yen, et par la révision à la hausse des besoins financiers nets.

Les opérations non budgétaires

Les besoins financiers provenant des opérations non budgétaires s'établissent à 1 927 millions de dollars, soit 1 055 millions de dollars de plus que prévu à l'Énoncé complémentaire de mars 2002.

TABLEAU 2.6

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

			2002-2003
	Énoncé complémentaire du 2002-03-19	**Résultats préliminaires**	**Variations**
Fonds consolidé du revenu			
Placements, prêts et avances			
Entreprises du gouvernement	– 1 503	– 1 653	– 150
Municipalités, organismes municipaux, particuliers, sociétés et autres	– 230	– 207	23
	– 1 733	– 1 860	– 127
Immobilisations	– 52	– 53	– 1
Régimes de retraite	1 975	1 987	12
Autres comptes	386	3	– 383
Total du Fonds consolidé du revenu	**576**	**77**	**– 499**
Organismes consolidés	**– 1 448**	**– 2 004**	**– 556**
Besoins non budgétaires	**– 872**	**– 1 927**	**– 1 055**

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

Les résultats préliminaires au titre des placements, prêts et avances dans les entreprises du gouvernement montrent une hausse de 127 millions de dollars des besoins de fonds par rapport aux prévisions initiales. Cet écart s'explique par l'augmentation de la valeur des placements du gouvernement en raison des bénéfices supérieurs de ces entreprises, principalement Hydro-Québec, partiellement compensée par une réduction des mises de fonds en capital-actions dans ces mêmes entreprises.

La variation annuelle du passif au titre des régimes de retraite, estimée à 1 975 millions de dollars à l'Énoncé complémentaire, a été révisée à la hausse de 12 millions de dollars pour s'établir à 1 987 millions de dollars. Cette variation découle de l'augmentation de 74 millions de dollars des contributions du gouvernement à titre d'employeur qui est compensée par la hausse de 62 millions de dollars des prestations versées.

Les opérations reliées aux autres comptes non budgétaires représentent les variations d'une année à l'autre des autres postes comptables. Ces comptes, qui comprennent notamment les espèces et effets en main, les chèques en circulation, les comptes à recevoir et les comptes à payer, peuvent connaître des fluctuations importantes en raison de la variabilité des encaissements et des déboursés du gouvernement. Ainsi, pour l'année 2002-2003, le solde des autres comptes présente une diminution de 383 millions de dollars par rapport à l'Énoncé complémentaire du 19 mars 2002.

Le financement

Les résultats préliminaires montrent que la variation de la dette directe devrait s'établir à 5 628 millions de dollars, soit 4 035 millions de dollars de plus que prévu à l'Énoncé complémentaire du 19 mars 2002. Les emprunts réalisés au cours de l'exercice financier 2002-2003 seront de 10 453 millions de dollars (8 614 millions de dollars pour le Fonds consolidé du revenu et 1 839 millions de dollars pour les organismes consolidés), soit 4 705 millions de dollars de plus que prévu. Il est à noter que le Fonds consolidé du revenu a réalisé des emprunts par anticipation de 4 053 millions de dollars.

TABLEAU 2.7

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT CONSOLIDÉES
(en millions de dollars)

			2002-2003
	Énoncé complémentaire du 2002-03-19	**Résultats préliminaires**	**Variations**
Variation de l'encaisse			
Fonds consolidé du revenu	1 178	– 2 899	– 4 077
Organismes consolidés	866	856	– 10
Total de la variation de l'encaisse	**2 044**	**– 2 043**	**– 4 087**
Variation de la dette directe			
Fonds consolidé du revenu			
Nouveaux emprunts	3 998	8 614	4 616
Remboursements d'emprunts	– 2 911	– 3 757	– 846
	1 087	4 857	3 770
Organismes consolidés			
Nouveaux emprunts	1 750	1 839	89
Remboursements d'emprunts	– 1 244	– 1 068	176
	506	771	265
Total de la variation de la dette directe	**1 593**	**5 628**	**4 035**
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	**– 2 765**	**– 1 658**	**1 107**
Total du financement des opérations	**872**	**1 927**	**1 055**

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement. Pour la variation de l'encaisse, un montant négatif indique une augmentation et un montant positif une réduction.

Financement du Fonds consolidé du revenu

Les résultats préliminaires montrent que la variation de la dette directe du Fonds consolidé du revenu devrait s'établir à 4 857 millions de dollars, soit 3 770 millions de dollars de plus que le montant prévu à l'Énoncé complémentaire du 19 mars 2002. Les emprunts réalisés en 2002-2003 s'élèveront à 8 614 millions de dollars, ce qui représente 4 616 millions de dollars de plus que prévu. Cette hausse s'explique principalement par des emprunts effectués par anticipation évalués à 4 053 millions de dollars. Ce niveau de préfinancement permettra de pourvoir aux besoins de financement de la prochaine année financière.

Par ailleurs, les emprunts réalisés par anticipation font en sorte que le niveau de l'encaisse sera augmenté de 2 899 millions de dollars, alors qu'une réduction de 1 178 millions de dollars était prévue.

Financement des organismes consolidés

La variation de la dette directe des organismes consolidés devrait s'établir à 771 millions de dollars, soit 265 millions de dollars de plus que prévu.

Les emprunts

Au total, le gouvernement aura réalisé des emprunts de 10 616 millions de dollars en 2002-2003, dont 8 614 millions de dollars pour les besoins du Fonds consolidé du revenu et 2 002 millions de dollars pour le Fonds de financement. Les emprunts du Fonds de financement servent à combler les besoins de financement des organismes consolidés (1 839 millions de dollars) et de certaines entreprises du gouvernement (163 millions de dollars).

Au total, 73 % du programme de financement, soit 7 764 millions de dollars, a été réalisé en dollars canadiens. Parmi les principaux instruments financiers utilisés, le gouvernement a effectué six émissions publiques d'obligations sur le marché domestique canadien, d'un montant total de 3 038 millions de dollars, ainsi que des émissions à rendement réel d'un montant total de 833 millions de dollars. De plus, deux émissions publiques sur le marché européen, libellées en dollars canadiens, ont été réalisées d'un montant de 300 millions de dollars. Par ailleurs, des financements de gré à gré d'une valeur de 638 millions de dollars ont été effectués auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec. Enfin, les produits d'épargne vendus par Épargne Placements Québec devraient procurer au gouvernement 557 millions de dollars en financement.

Des emprunts totalisant 2 852 millions de dollars, soit 27 % du programme de financement, ont été effectués en devises étrangères dans le cadre de la stratégie de diversification des sources de financement du gouvernement. Deux émissions publiques d'obligations et une émission privée ont été réalisées en devises étrangères en 2002-2003. Une émission mondiale d'obligations en dollars américains a été réalisée en juillet 2002, d'un montant de 750 millions de dollars américains (1 148 millions de dollars canadiens). De plus, une émission privée d'un montant de 50 millions de dollars américains (76 millions de dollars canadiens) et une émission publique d'obligations sur le marché de l'euro d'un montant de 1 milliard d'euros (1 628 millions de dollars canadiens) ont été réalisées en février 2003.

TABLEAU 2.8

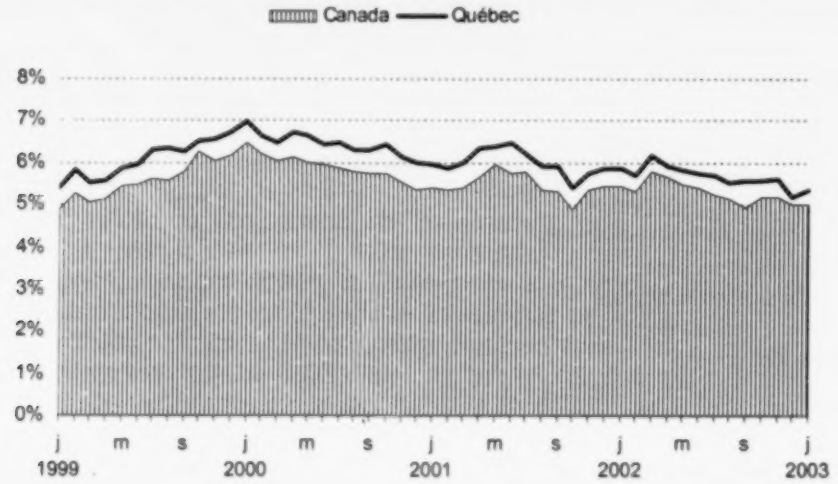
SOMMAIRE DES EMPRUNTS RÉALISÉS EN 2002-2003
(en millions de dollars)

Devises	Fonds consolidé du revenu	Organismes consolidés	Entreprises du gouvernement	Total	(%)
Dollar canadien					
Émissions publiques					
Obligations négociables	2 025	1 013	—	3 038	39,1
Obligations à rendement réel	833	—	—	833	10,7
Billets à moyen terme					
Sur le marché canadien	853	—	—	853	11,0
Sur le marché européen	200	100	—	300	3,8
Émissions privées					
Caisse de dépôt et placement du Québec	149	326	163	638	8,2
Fonds de placement du régime de pensions du Canada	5	—	—	5	0,1
Produits d'épargne	557	—	—	557	7,2
Programme immigrants-investisseurs	271	—	—	271	3,5
Variation de l'encours des bons du trésor	323	—	—	323	4,2
Variation de la dette résultant de transactions d'échange de devises	946	—	—	946	12,2
Sous-total	**6 162**	**1 439**	**163**	**7 764**	**73,1**
Dollar américain					
Émission publique					
Obligations négociables	748[1]	400[1]	—	1 148	93,8
Émission privée	76	—	—	76	6,2
Sous-total	**824**	**400**	**—**	**1 224**	**11,5**
Euro					
Émission publique	1 628	—	—	1 628	100,0
Sous-total	**1 628**	—	—	**1 628**	**15,4**
Total	**8 614**	**1 839**	**163**	**10 616**	**100,0**

(1) L'emprunt original est de 750 millions de dollars américains (1 148 millions de dollars canadiens). Un montant de 400 millions de dollars canadiens provenant de cet emprunt a été avancé au Fonds de financement pour être prêté à des organismes consolidés.

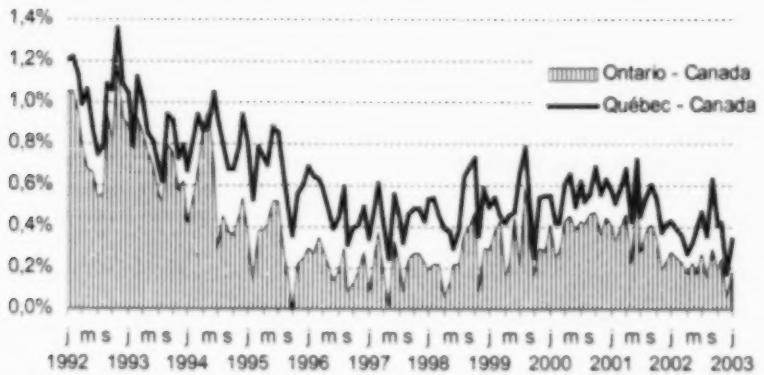
GRAPHIQUE 2.1

TAUX DE RENDEMENT SUR LES TITRES À LONG TERME (10 ANS)



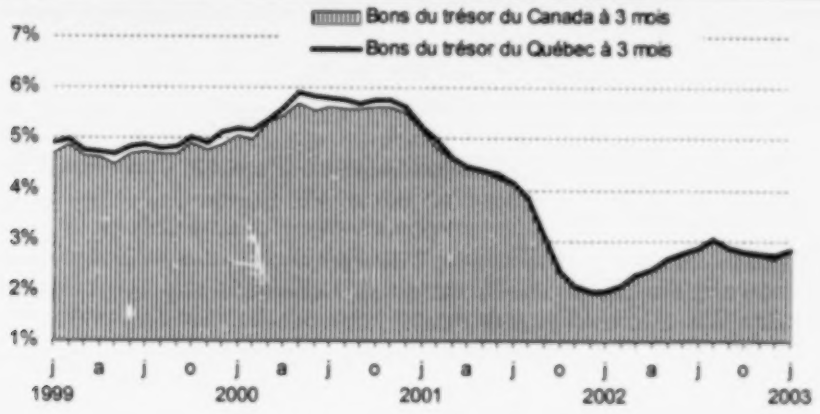
GRAPHIQUE 2.2

ÉCART ENTRE LES TAUX DE RENDEMENT SUR LES TITRES À LONG TERME (10 ANS)



GRAPHIQUE 2.3

TAUX DE RENDEMENT SUR LES TITRES À COURT TERME



Les remboursements d'emprunts

Les résultats préliminaires indiquent que les remboursements d'emprunts du Fonds consolidé du revenu et des organismes consolidés pour l'exercice financier 2002-2003 s'élèvent à 4 825 millions de dollars, soit 670 millions de dollars de plus que prévu à l'Énoncé complémentaire du 19 mars 2002.

Remboursements d'emprunts du Fonds consolidé du revenu

Les remboursements d'emprunts pour l'exercice financier 2002-2003 du Fonds consolidé du revenu s'élèvent à 3 757 millions de dollars, soit 846 millions de dollars de plus que prévu. Cette hausse s'explique, entre autres, par des revenus additionnels au Fonds d'amortissement des emprunts du gouvernement, qui sont comptabilisés comme remboursements, et par l'exercice d'une option de rachat d'obligations en yens.

Remboursements d'emprunts des organismes consolidés

Par ailleurs, les remboursements d'emprunts des organismes consolidés s'élèvent à 1 068 millions de dollars en 2002-2003, soit 176 millions de dollars de moins que prévu.

La dette totale du gouvernement

La dette totale du gouvernement comprend la dette directe consolidée et le passif net au titre des régimes de retraite. La dette directe consolidée représente la somme de la dette directe du Fonds consolidé du revenu et de celle des organismes consolidés. Le passif net au titre des régimes de retraite représente, pour sa part, le passif au titre des régimes de retraite duquel est soustrait le solde du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR), un actif qui pourra éventuellement être utilisé pour payer les prestations de retraite des employés des secteurs public et parapublic.

La dette directe consolidée du gouvernement devrait s'établir à 74 390 millions de dollars au 31 mars 2003, soit 68 932 millions de dollars à titre de dette directe du Fonds consolidé du revenu et 5 458 millions de dollars à titre de dette des organismes consolidés.

Il faut noter que la dette directe consolidée comprend un montant de 4 053 millions de dollars représentant des emprunts réalisés par anticipation en 2002-2003 qui serviront à combler une partie du programme d'emprunts de 2003-2004.

Le passif net au titre des régimes de retraite devrait s'établir à 38 389 millions de dollars au 31 mars 2003. Il est composé d'un montant de 50 246 millions de dollars à titre de passif des régimes de retraite, duquel est soustrait le solde du FARR de 11 857 millions de dollars.

En excluant les emprunts effectués par anticipation, la dette totale du gouvernement devrait donc s'établir à 108 726 millions de dollars au 31 mars 2003.

TABLEAU 2.9

DETTE TOTALE DU GOUVERNEMENT PRÉVUE AU 31 MARS 2003
(en millions de dollars)

	Dette directe consolidée				
	Fonds consolidé du revenu	Organismes consolidés	Total	Passif net au titre des régimes de retraite	Dette totale
Dette prévue au 31 mars 2003	68 932	5 458	74 390	50 246	124 636
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	—	—	—	– 11 857	– 11 857
Sous-total	**68 932**	**5 458**	**74 390**	**38 389**	**112 779**
Emprunts effectués par anticipation	– 4 053	—	– 4 053	—	– 4 053
Total	**64 879**	**5 458**	**70 337**	**38 389**	**108 726**

N.B. : La dette en devises étrangères est exprimée en équivalent canadien selon les taux de change observés le 28 février 2003.

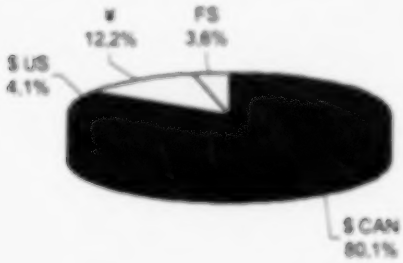
La structure de la dette

Au 31 mars 2003, la proportion de la dette directe du Fonds consolidé du revenu libellée en dollars canadiens devrait s'établir à 80,1 % et la part en devises étrangères à 19,9 %. Par ailleurs, la part à taux d'intérêt fixes et la part à taux d'intérêt variables au 31 mars 2003 devraient se situer à 67,6 % et 32,4 % respectivement.

GRAPHIQUE 2.4

STRUCTURE DE LA DETTE DIRECTE DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU PRÉVUE AU 31 MARS 2003 (1)

PAR DEVISE



PAR TAUX D'INTÉRÊT

(1) La proportion de la dette gérée (dette directe du Fonds consolidé du revenu et celle encourue pour effectuer des avances au Fonds de financement) devrait s'établir au 31 mars 2003 à 83,0 % en dollars canadiens et à 71,1 % à taux d'intérêt fixes.

En incluant la dette des organismes consolidés et le passif net au titre des régimes de retraite, la part de la dette totale au 31 mars 2003 en dollars canadiens devrait être de 87,7 % et de 12,3 % pour la part en devises étrangères.

TABLEAU 2.10

STRUCTURE DE LA DETTE TOTALE PRÉVUE AU 31 MARS 2003
(en millions de dollars)

	Dette directe consolidée							
Devises	**Fonds consolidé du revenu**	**(%)**	**Organismes consolidés**	**Total**	**(%)**	**Passif net au titre des régimes de retraite**	**Dette totale**	**(%)**
Dollar canadien	55 219	80,1	5 343	60 562	81,4	38 389	98 951	87,7
Dollar américain	2 805	4,1	115	2 920	3,9	—	2 920	2,6
Yen	8 391	12,2	—	8 391	11,3	—	8 391	7,5
Franc suisse	2 517	3,6	—	2 517	3,4	—	2 517	2,2
Sous-total	**68 932**	**100,0**	**5 458**	**74 390**	**100,0**	**38 389**	**112 779**	**100,0**
Emprunts effectués par anticipation	**– 4 053**		**—**	**– 4 053**		**—**	**– 4 053**	
Total	**64 879**		**5 458**	**70 337**		**38 389**	**108 726**	

N.S. : La dette en devises étrangères est exprimée en équivalent canadien selon les taux de change observés le 28 février 2003.

Les emprunts, les investissements et la dette du secteur public

Les emprunts et les investissements du secteur public

Les résultats préliminaires de 2002-2003 montrent que les emprunts bruts à long terme du secteur public devraient être de 17 176 millions de dollars.

Les emprunts bruts libellés en dollars canadiens devraient totaliser 12 989 millions de dollars, ce qui représente 75,6 % des emprunts totaux du secteur public. Quant aux emprunts bruts libellés en dollars américains, ils devraient atteindre 2 109 millions de dollars, soit 12,3 % du total, alors que les emprunts dans les autres devises devraient être de 2 078 millions de dollars, ce qui représente 12,1 % de l'ensemble des emprunts réalisés par le secteur public.

TABLEAU 2.11

EMPRUNTS NETS À LONG TERME DU SECTEUR PUBLIC
(en millions de dollars)

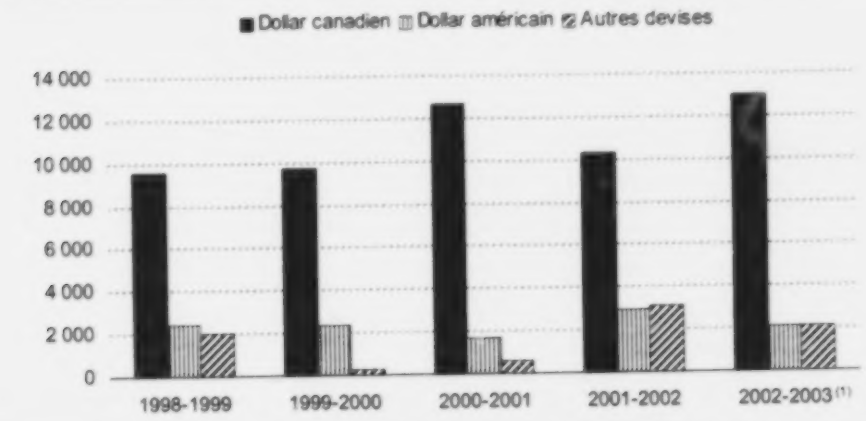
	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003 [1]
Emprunts bruts					
Gouvernement [2]	8 670	5 644	8 224	8 438	9 162
Institutions d'enseignement	341	1 366	1 540	1 179	2 043
Établissements de santé et de services sociaux	80	66	528	429	1 143
Hydro-Québec [3]	1 961	2 212	2 124	3 388	1 923
Autres entreprises du gouvernement	500	488	16	274	171
Municipalités et organismes municipaux	2 409	2 594	2 488	2 595	2 734
Emprunts bruts totaux	**13 961**	**12 370**	**14 920**	**16 303**	**17 176**
Remboursements d'emprunts	**11 362**	**12 473**	**13 103**	**12 956**	**10 934**
Sous-total	**2 599**	**– 103**	**1 817**	**3 347**	**6 242**
Emprunts effectués par anticipation					
de l'année courante	– 2 831	– 506	– 1 475	– 1 154	– 4 053
de l'année précédente	—	2 831	506	1 475	1 154
Emprunts nets à long terme	**– 232**	**2 222**	**848**	**3 668**	**3 343**

(1) Résultats préliminaires.
(2) Montants empruntés pour les besoins du Fonds consolidé du revenu et des organismes consolidés, à l'exclusion des montants nets encaissés en vertu de conventions d'échange de taux d'intérêt et de devises, ce qui diffère de la liste des emprunts réalisés présentée plus loin dans ce document. Ces montants excluent également les emprunts effectués pour les besoins de certaines entreprises du gouvernement et de Financement-Québec, qui sont répartis dans les organismes et réseaux auxquels ils sont destinés.
(3) Montants empruntés au 31 décembre de chaque année.

En attribuant les emprunts effectués par anticipation aux années auxquelles ils se rapportent, les emprunts nets à long terme du secteur public sont évalués à 3 343 millions de dollars en 2002-2003, ce qui représente une diminution de 325 millions de dollars par rapport à l'année précédente. Par conséquent, le rapport des emprunts nets à long terme au produit intérieur brut devrait diminuer de 1,60 % du PIB en 2001-2002 à 1,39 % en 2002-2003.

GRAPHIQUE 2.5

EMPRUNTS BRUTS DU SECTEUR PUBLIC PAR DEVISE
(en millions de dollars)



(1) Résultats préliminaires.

GRAPHIQUE 2.6

EMPRUNTS NETS À LONG TERME DU SECTEUR PUBLIC (1)
(en pourcentage du PIB)

(1) Ajustés des emprunts effectués par anticipation.
(2) Résultats préliminaires.

En 2002-2003, les investissements du secteur public devraient être de 8 969 millions de dollars, une augmentation de 1 487 millions de dollars par rapport à l'année précédente. Cette augmentation s'explique principalement par la mise en œuvre du plan d'accélération des investissements du secteur public annoncé au Budget 2002-2003 et par les investissements du plan de développement d'Hydro-Québec.

TABLEAU 2.12

INVESTISSEMENTS DU SECTEUR PUBLIC
(en millions de dollars)

	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003 (1)
Gouvernement (2)	1 037	1 085	1 448	1 614	2 052
Institutions d'enseignement (3)	639	702	691	710	800
Établissements de santé et de services sociaux (3)	628	615	699	706	841
Hydro-Québec (4)	1 986	1 457	1 632	1 660	1 976
Autres entreprises du gouvernement (5)	341	376	666	934	970
Municipalités et organismes municipaux (6)	1 941	1 703	1 601	1 858	2 330
Total	**6 572**	**5 938**	**6 737**	**7 482**	**8 969**

(1) Résultats préliminaires.
(2) Les investissements du gouvernement comprennent ses immobilisations ainsi que les subventions et les prêts pour les investissements à des agents économiques extérieurs au secteur public. Les investissements financiers envers d'autres composantes du secteur public sont donc exclus. Les investissements du gouvernement incluent ceux des organismes consolidés.
Sources : Comptes publics du gouvernement du Québec, Secrétariat du Conseil du trésor et ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche.
(3) Les investissements des commissions scolaires, des collèges et des universités, ainsi que ceux des établissements de santé et de services sociaux comprennent la part supportée par le gouvernement et celle supportée par les institutions elles-mêmes. Il est à noter que la part supportée par le gouvernement est financée par des subventions pour le service de la dette.
Sources : Secrétariat du Conseil du trésor et ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche.
(4) Les investissements d'Hydro-Québec sont présentés sur la base d'année civile. Ils excluent les placements financiers et les programmes commerciaux.
Sources : Hydro-Québec et ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche.
(5) Les investissements des entreprises du gouvernement correspondent à l'accroissement des actifs à long terme. Ils excluent les organismes consolidés et la Société québécoise d'assainissement des eaux dont les investissements sont compris aux postes « Gouvernement » et « Municipalités et organismes municipaux » respectivement.
Sources : États financiers des entreprises du gouvernement du Québec et ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche.
(6) Les investissements des municipalités et des organismes municipaux comprennent ceux relatifs à l'assainissement des eaux, au transport en commun et aux équipements culturels et communautaires, ainsi que les autres investissements des municipalités.
Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, ministère des Affaires municipales et de la Métropole et ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche.

Le tableau qui suit présente l'évolution comparative des emprunts et des investissements de l'ensemble du secteur public. Les emprunts nets totaux du secteur public incluent la variation du passif net au titre des régimes de retraite du gouvernement. Les emprunts nets totaux du secteur public sont inférieurs à ses investissements. En 2002-2003, le ratio des emprunts nets aux investissements devrait s'établir à 0,41.

TABLEAU 2.13

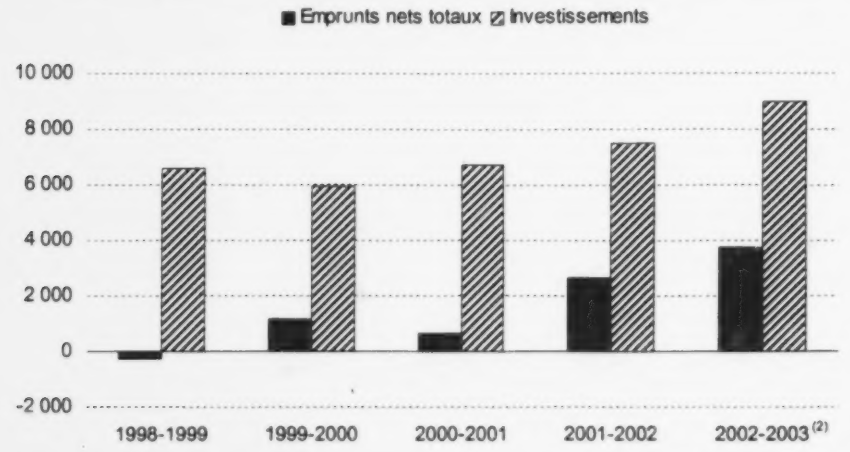
EMPRUNTS NETS TOTAUX ET INVESTISSEMENTS DU SECTEUR PUBLIC
(en millions de dollars)

	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003 (1)
Emprunts nets à long terme	– 232	2 222	848	3 668	3 343
Variation du passif net au titre des régimes de retraite du gouvernement (2)	– 10	– 1 091	– 226	– 1 051	329
Emprunts nets totaux	**– 242**	**1 131**	**622**	**2 617**	**3 672**
Investissements	**6 572**	**5 938**	**6 737**	**7 482**	**8 969**
Ratio	**– 0,04**	**0,19**	**0,09**	**0,35**	**0,41**

(1) Résultats préliminaires.
(2) Ce montant tient compte des dépôts effectués au Fonds d'amortissement des régimes de retraite ainsi que des revenus de ce fonds.

GRAPHIQUE 2.7

EMPRUNTS NETS TOTAUX [1] ET INVESTISSEMENTS DU SECTEUR PUBLIC
(en millions de dollars)



(1) Ajustés des emprunts effectués par anticipation.
(2) Résultats préliminaires.

La dette à long terme du secteur public

Le tableau qui suit présente l'évolution de la dette à long terme du secteur public. La dette à long terme du secteur public comprend la dette totale du gouvernement et les dettes des réseaux, d'Hydro-Québec, des municipalités et d'autres entreprises du gouvernement. Cette dette a servi, dans bien des cas, à financer les infrastructures publiques, par exemple les routes, les écoles, les hôpitaux, les barrages hydroélectriques et les usines d'assainissement des eaux.

Au 31 mars 2003, la dette du secteur public devrait s'établir à 177 327 millions de dollars. Au cours des cinq dernières années, le ratio de la dette du secteur public en pourcentage du produit intérieur brut a diminué considérablement de 85,4 % à 73,8 %.

TABLEAU 2.14

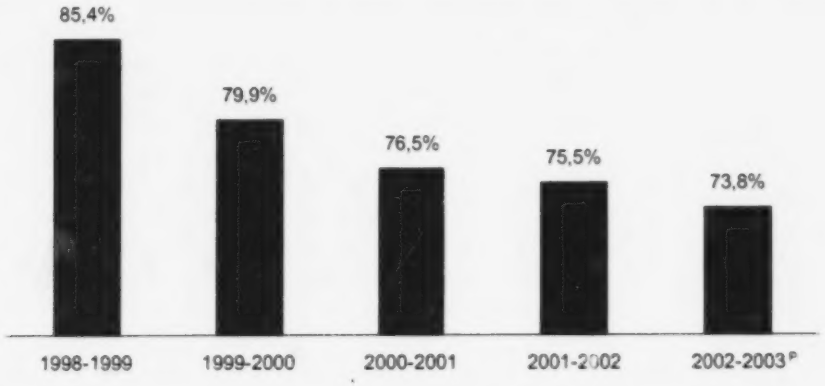
DETTE À LONG TERME DU SECTEUR PUBLIC [1]
(en millions de dollars)

	Au 31 mars				
	1999	**2000**	**2001**	**2002**	**2003** [P]
Dette totale du gouvernement [2]	99 572	100 546	102 741	105 172	108 726
Réseaux de l'éducation, de la santé et des services sociaux	7 582	7 645	8 787	9 588	10 971
Hydro-Québec	38 414	38 135	38 979	37 893	37 077
Autres entreprises du gouvernement	4 772	4 445	4 345	3 906	3 845
Municipalités et organismes municipaux [3]	17 236	17 211	16 699	16 777	16 708
Total	**167 576**	**167 982**	**171 551**	**173 336**	**177 327**

P : Prévisions.
(1) Incluant l'encours des bons du trésor du Fonds consolidé du revenu et du Fonds de financement. Au 31 mars 2003, l'encours des bons du trésor est prévu à 2 109 millions de dollars pour le Fonds consolidé du revenu et à 1 196 millions de dollars pour le Fonds de financement. Les bons du trésor du Fonds de financement servent à pourvoir aux besoins de financement de long terme des organismes consolidés, de la Société québécoise d'assainissement des eaux et de certaines entreprises du gouvernement.
(2) Dette directe consolidée et passif net au titre des régimes de retraite, excluant les emprunts effectués par anticipation totalisant 2 831 millions de dollars en 1998-1999, 506 millions de dollars en 1999-2000, 1 475 millions de dollars en 2000-2001, 1 154 millions de dollars en 2001-2002 et qui totaliseront 4 053 millions de dollars en 2002-2003.
(3) Comprend la dette à long terme de la Société québécoise d'assainissement des eaux.

GRAPHIQUE 2.8

DETTE À LONG TERME DU SECTEUR PUBLIC
(en pourcentage du PIB)



P : Prévisions.

Données historiques et résultats préliminaires

TABLEAU 2.15

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
(en millions de dollars)

	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003 [1]
Opérations budgétaires				
Revenus autonomes	41 076	42 904	41 004	43 712
Transferts fédéraux	6 334	8 145	9 305	9 108
Total des revenus	47 410	51 049	50 309	52 820
Dépenses d'opérations	- 40 031	- 42 066	- 43 976	- 45 540
Service de la dette	- 7 372	- 7 606	- 7 261	- 7 280
Total des dépenses	- 47 403	- 49 672	- 51 237	- 52 820
Réserve budgétaire				
Sommes affectées à la réserve	—	- 950	—	—
Utilisation des sommes affectées à la réserve pour financer des dépenses et pour maintenir l'équilibre budgétaire	—	—	950	—
Surplus budgétaire après réserve	**7**	**427**	**22**	**0**
Opérations non budgétaires				
Placements, prêts et avances	- 2 006	- 1 632	- 1 142	- 1 966
Immobilisations	- 359	- 473	- 995	- 1 642
Régimes de retraite	1 740	1 793	2 089	1 987
Autres comptes	1 328	- 631	- 589	- 306
Excédents (besoins) non budgétaires	**703**	**- 943**	**- 637**	**- 1 927**
Surplus (besoins) financiers nets	**710**	**- 516**	**- 615**	**- 1 927**
Opérations de financement				
Variation de l'encaisse	2 253	- 473	132	- 2 043
Variation de la dette directe [2]	- 132	3 008	3 623	5 628
Fonds d'amortissement des régimes de retraite [3]	- 2 831	- 2 019	- 3 140	- 1 658
Total du financement des opérations	**- 710**	**516**	**615**	**1 927**

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement. Pour la variation de l'encaisse, un montant négatif indique une augmentation et un montant positif une réduction. À des fins de comparaison, les données sont présentées sur la base de la structure budgétaire et financière 2003-2004.

(1) Les résultats préliminaires pour 2002-2003 sont établis sur la base des données réelles enregistrées d'avril 2002 à janvier 2003 et d'une estimation arrêtée au 28 février 2003 des résultats des mois de février et mars pour lesquels des transactions seront inscrites aux opérations de l'année 2002-2003 jusqu'à la fermeture des livres.

(2) La variation de la dette directe comprend les nouveaux emprunts diminués des remboursements d'emprunts.

(3) Ce fonds d'amortissement est destiné à recevoir des sommes afin de pourvoir éventuellement au versement des prestations de retraite qui sont à la charge du gouvernement, selon les dispositions des régimes de retraite des secteurs public et parapublic. Les revenus produits par ce fonds y sont accumulés et sont portés en diminution de la dépense d'intérêts inscrite à l'égard du passif au titre des régimes de retraite.

TABLEAU 2.16

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
REVENUS BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003
Revenus autonomes				
Impôts sur les revenus et les biens				
Impôt sur le revenu des particuliers	16 074	17 116	15 923	16 207
Cotisations au Fonds des services de santé	4 291	4 488	4 291	4 496
Impôts des sociétés (1)	3 643	4 217	4 029	3 681
	24 008	25 821	24 243	24 384
Taxes à la consommation				
Ventes	6 761	7 374	7 557	8 547
Carburants	1 560	1 536	1 536	1 610
Tabac	498	483	652	943
	8 819	9 393	9 745	11 100
Droits et permis				
Véhicules automobiles	667	646	662	677
Boissons alcooliques	139	146	140	160
Ressources naturelles (2)	354	265	188	160
Autres	182	180	177	172
	1 342	1 237	1 167	1 169
Revenus divers				
Ventes de biens et services	422	406	412	439
Intérêts	363	390	395	370
Amendes, confiscations et recouvrements	345	310	371	361
	1 130	1 106	1 178	1 170
Revenus provenant des entreprises du gouvernement				
Société des alcools du Québec	442	471	489	540
Loto-Québec	1 289	1 358	1 352	1 354
Hydro-Québec	1 090	1 160	1 041	1 485
Autres	1 106	507	- 151	438
	3 927	3 496	2 731	3 817
Organismes consolidés	1 850	1 851	1 940	2 072
Total des revenus autonomes	**41 076**	**42 904**	**41 004**	**43 712**
Transferts fédéraux				
Programmes				
Péréquation	4 387	5 650	5 336	5 315
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 120	1 597	2 958	2 727
Contributions aux programmes de bien-être	11	—	—	—
Autres transferts liés aux accords fiscaux	11	30	27	34
Autres programmes	535	618	564	644
Organismes consolidés	270	250	420	388
Total des transferts fédéraux	**6 334**	**8 145**	**9 305**	**9 108**
Total des revenus budgétaires	**47 410**	**51 049**	**50 309**	**52 820**

(1) Comprend l'impôt sur les profits des sociétés, la taxe sur le capital et celle sur les primes qui en tient lieu pour les compagnies d'assurances, ainsi que les taxes sur les télécommunications, le gaz et l'électricité à compter de 2000-2001.
(2) Comprend les ressources forestières, minières et hydrauliques.

TABLEAU 2.17

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
DÉPENSES BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

Ministères et organismes	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003
Dépenses d'opérations				
Assemblée nationale	74	80	88	89
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	41	42	50	60
Affaires municipales et Métropole	1 116	1 387	1 579	1 572
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	514	714	651	643
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	372	434	465	472 (1)
Conseil exécutif	215	111	109	162
Culture et Communications	496	542	490	501
Éducation	9 825	10 130	10 548	11 028
Emploi, Solidarité sociale	4 064	4 095	4 067	4 108
Environnement	223	158	180	179
Famille, Enfance et Condition féminine	1 542	1 572	1 702	1 823
Faune et Parcs	79	148	122	120
Finances, Économie et Recherche (excluant le service de la dette)	757	942	878	1 032 (1)
Justice	459	468	509	542
Régions	147	120	137	164
Relations avec les citoyens et Immigration	142	178	213	235
Relations internationales	98	104	111	107
Ressources naturelles	485	363	342	298
Revenu	721	715	613	745
Santé et Services sociaux	14 828	16 098	17 198	17 736
Sécurité publique	701	744	800	833
Tourisme, Loisir et Sport	173	152	160	158
Transports	1 578	1 507	1 412	1 432
Travail	81	79	88	65
Dépenses de programmes	38 731	40 883	42 512	44 104
Organismes consolidés	1 300	1 183	1 464	1 436
Total des dépenses d'opérations	**40 031**	**42 066**	**43 976**	**45 540**
Service de la dette				
Fonds consolidé du revenu	6 751	6 972	6 687	6 633
Organismes consolidés	621	634	574	647
Total du service de la dette	**7 372**	**7 606**	**7 261**	**7 280**
Total des dépenses budgétaires	**47 403**	**49 672**	**51 237**	**52 820**

(1) Les résultats préliminaires 2002-2003 contiennent des provisions permettant des transferts de crédits à d'autres ministères et organismes entre la date de production des documents budgétaires et la fin de l'exercice financier.

TABLEAU 2.18

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003
Placements, prêts et avances				
Fonds consolidé du revenu				
ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT				
CAPITAL-ACTIONS ET MISE DE FONDS :				
Société générale de financement du Québec	- 150	- 350	- 550	-300
Société Innovatech du Grand Montréal	- 35	- 42	- 20	-58
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	- 9	- 11	- 29	-30
Société Innovatech Sud du Québec	- 4	- 6	- 19	-11
Société Innovatech Régions ressources	- 8	- 13	- 12	-11
Autres	- 1	- 3	- 18	-28
	- 207	- 425	- 648	- 438
VARIATION DE LA VALEUR DE CONSOLIDATION DES PLACEMENTS	- 1 782	- 1 157	- 371	- 1 213
PRÊTS ET AVANCES :				
Société générale de financement du Québec	14	—	—	—
Autres	10	—	—	-2
	24	—	—	- 2
Total des entreprises du gouvernement	- 1 965	- 1 582	- 1 019	- 1 653
PARTICULIERS, SOCIÉTÉS ET AUTRES	- 53	- 20	- 173	-209
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX	6	1	4	2
	- 2 012	- 1 601	- 1 188	- 1 860
Organismes consolidés	6	- 31	46	- 106
Total des placements, prêts et avances	**- 2 006**	**- 1 632**	**- 1 142**	**- 1 966**
Immobilisations				
Fonds consolidé du revenu				
Investissements nets	- 85	- 144	- 135	-255
Amortissement	354	334	193	202
	269	190	58	-53
Organismes consolidés	- 628	- 663	- 1 053	-1 589
Total des immobilisations	**- 359**	**- 473**	**- 995**	**- 1 642**

TABLEAU 2.18 (SUITE)

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003
Régimes de retraite				
PARTICIPATION DU GOUVERNEMENT				
Participation du gouvernement à titre d'employeur:				
RREGOP et RRPE :				
Coût des prestations constituées (1)	743	990	1 014	1 113
Amortissement des gains (-) ou pertes actuariels	82	66	141	144
Coût des modifications	44	—	—	—
Autres régimes:				
Coût des prestations constituées (1)	151	166	147	129
Amortissement des gains (-) ou pertes actuariels	57	26	65	78
Coût des modifications	—	—	28	—
Total de la participation du gouvernement	1 077	1 248	1 395	1 464
Cotisations des employeurs autonomes	24	—	4	4
Cotisations des participants	124	106	88	113
Total des cotisations	148	106	92	117
Prestations, remboursements et frais d'administration	- 2 336	- 2 567	- 2 720	- 3 058
Intérêts à l'égard du passif au titre des régimes de retraite imputés au service de la dette (2)	2 851	3 006	3 322	3 464
Total des régimes de retraite	**1 740**	**1 793**	**2 089**	**1 987**
Autres comptes				
Fonds consolidé du revenu	1 021	- 490	- 652	3
Organismes consolidés	307	- 141	63	-309
Total des autres comptes	**1 328**	**- 631**	**- 589**	**- 306**
Total des opérations non budgétaires	**703**	**- 943**	**- 637**	**- 1 927**

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

(1) Coût des prestations de retraite constituées au cours de l'année financière, calculé selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services.

(2) Excluant les revenus produits par le Fonds d'amortissement des régimes de retraite.

TABLEAU 2.19

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
OPÉRATIONS DE FINANCEMENT
(en millions de dollars)

	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003
Variation de l'encaisse				
Fonds consolidé du revenu	2 325	- 969	323	-2 899
Organismes consolidés	- 72	496	-191	856
Total de la variation de l'encaisse	**2 253**	**- 473**	**132**	**-2 043**
Variation de la dette directe				
Fonds consolidé du revenu				
Nouveaux emprunts	5 189	7 569	7 700	8 614
Remboursements d'emprunts	- 5 509	- 4 616	- 4 890	-3 757
	- 320	2 953	2 810	4 857
Organismes consolidés				
Nouveaux emprunts	891	1 025	1 311	1 839
Remboursements d'emprunts	- 703	- 970	- 498	-1 068
	188	55	813	771
Total de la variation de la dette directe	**- 132**	**3 008**	**3 623**	**5 628**
Fonds d'amortissement des régimes de retraite (1)	**- 2 831**	**- 2 019**	**- 3 140**	**- 1 658**
Total du financement des opérations	**- 710**	**516**	**615**	**1 927**

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement. Pour la variation de l'encaisse, un montant négatif indique une augmentation et un montant positif une réduction.

(1) Ce fonds d'amortissement est destiné à recevoir des sommes afin de pourvoir éventuellement au versement des prestations de retraite qui sont à la charge du gouvernement, selon les dispositions des régimes de retraite des secteurs public et parapublic. Les revenus produits par ce fonds y sont accumulés et sont portés en diminution de la dépense d'intérêts inscrite à l'égard du passif au titre des régimes de retraite.

TABLEAU 2.20

EMPRUNTS RÉALISÉS EN 2002-2003 POUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Montant en dollars canadiens (1)	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt (2)	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur	Rendement à l'investisseur (3)
(en millions)		(%)			($)	(%)
493	—	6.00	8 avril	2012-10-01	98.685	6.172
494	—	6.25	21 mai	2032-06-01	96.727	6.496
748	489 $US (4)	5.00	17 juillet	2009-07-17	99.417	5.168
104	—	6.00	15 novembre	2012-10-01	104.251	5.437
200 (5)	—	4.50 (6)	29 novembre	2007-11-29	99.740	4.559
526	—	6.00	13 janvier	2012-10-01	105.120	5.317
419	—	6.25	27 janvier	2032-06-01	103.647	5.984
76 (7)	50 $US	Variable	7 février	2013-02-07	100.000	Variable
1 628	1000 €	4.25 (4)	27 février	2013-02-27	98.322	4.335
833 (8)	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
149 (9)	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
853 (10)	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
557 (11)	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
8 (12)	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
271 (13)	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
323 (14)	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
648 (15)	Diverses	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
8 614						

(1) Les emprunts en devises étrangères apparaissent en équivalent canadien de leur valeur à la date de réalisation.
(2) Les intérêts sont payables semestriellement à moins d'une note indiquant une autre fréquence.
(3) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.
(4) L'emprunt original totalise 750 millions de dollars américains, soit 1 148 millions de dollars canadiens. Un montant de 400 millions de dollars canadiens provenant de cet emprunt a été avancé au Fonds de financement pour être prêté à des organismes consolidés.
(5) Billets à moyen terme sur le marché européen.
(6) Les intérêts sont payables annuellement.
(7) Emprunt privé.
(8) Obligations à rendement réel. Le capital et le taux d'intérêt de ces obligations sont rajustés en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation au Canada.
(9) Emprunts souscrits en entier par la Caisse de dépôt et placement du Québec.
(10) Billets à moyen terme sur le marché canadien.
(11) Produits d'épargne émis par Épargne Placements Québec.
(12) Emprunts auprès du Fonds de placement du régime de pensions du Canada.
(13) Programme immigrants-investisseurs.
(14) Représente l'augmentation nette de l'encours des bons du trésor survenue durant l'exercice.
(15) Montant encaissé en vertu de conventions d'échange de taux d'intérêt et de devises.

N.B. : Le gouvernement du Québec dispose, auprès de diverses banques et institutions financières, de conventions de crédit pour un montant équivalent à 3 500 millions de dollars américains. Aucun tirage n'est en cours sur ces conventions de crédit.

TABLEAU 2.21

EMPRUNTS RÉALISÉS EN 2002-2003 POUR LE FONDS DE FINANCEMENT

Montant en dollars canadiens [1]	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt [2]	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur	Rendement à l'investisseur [3]
(en millions)		(%)			($)	(%)
A. Emprunts réalisés pour les organismes consolidés						
496	—	6,00	26 avril	2012-10-01	99,277	6,094
50 [4]	—	6,00	3 mai	2012-10-01	99,596	6,052
55 [4]	—	6,00	10 mai	2029-10-01	94,965	6,392
22 [4]	—	6,00	12 juin	2012-10-01	100,409	5,945
400	261 $US [5]	5,00	17 juillet	2009-07-17	99,417	5,100
53 [4]	—	6,25	6 septembre	2010-12-01	106,889	5,209
52 [4]	—	6,00	6 septembre	2012-10-01	104,727	5,385
75 [4]	—	Variable	15 octobre	2007-10-01	100,000	Variable
19 [4]	—	6,50	15 octobre	2007-10-01	108,979	4,462
417	—	6,00	15 novembre	2012-10-01	104,251	5,437
100	—	6,25	27 janvier	2032-06-01	103,647	5,984
100 [6]	—	4,50 [7]	6 février	2007-11-29	100,216	4,446
Sous-total 1 839						
B. Emprunts réalisés pour certaines entreprises du gouvernement						
101 [4]	—	6,25	19 juin	2032-06-01	100,564	6,208
62 [4]	—	6,00	19 septembre	2029-10-01	100,612	5,954
Sous-total 163						
Total 2 002						

(1) Les emprunts en devises étrangères apparaissent en équivalent canadien de leur valeur à la date de réalisation.
(2) Les intérêts sont payables semestriellement à moins d'une note indiquant une autre fréquence.
(3) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.
(4) Emprunts souscrits en entier par la Caisse de dépôt et placement du Québec.
(5) Montant provenant de l'emprunt de 750 millions de dollars américains (1 148 millions de dollars canadiens) effectué par le Fonds consolidé du revenu.
(6) Billets à moyen terme sur le marché européen.
(7) Les intérêts sont payables annuellement.

TABLEAU 2.22

EMPRUNTS RÉALISÉS EN 2002-2003 PAR FINANCEMENT-QUÉBEC

Montant en dollars canadiens [1]	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt [2]	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur	Rendement à l'investisseur [3]
(en millions)		(%)			($)	(%)
495	—	5,75	2 avril	2008-12-01	99,114	5,911
450 [4]	300 €	Variable [5]	3 juillet	2008-12-03	99,892	Variable
525	—	5,75	12 septembre	2008-12-01	104,950	4,816
778	500 $US	5,00	25 octobre	2012-10-25	99,232	5,099
– 4 [6]	Diverses	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
2 244						

(1) Les emprunts en devises étrangères apparaissent en équivalent canadien de leur valeur à la date de réalisation.
(2) Les intérêts sont payables semestriellement à moins d'une note indiquant une autre fréquence.
(3) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.
(4) Billets à moyen terme sur le marché européen.
(5) Les intérêts sont payables trimestriellement.
(6) Montant encaissé (déboursé) en vertu de conventions d'échange de taux d'intérêt et de devises.

TABLEAU 2.23

EMPRUNTS RÉALISÉS EN 2002 PAR HYDRO-QUÉBEC [1]

Montant en dollars canadiens [2]	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt [3]	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur	Rendement à l'investisseur [4]
(en millions)		(%)			($)	(%)
1 861 [5]	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
62 [6]	Diverses	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
1 923						

(1) Emprunts réalisés au 31 décembre 2002.
(2) Les emprunts en devises étrangères apparaissent en équivalent canadien de leur valeur à la date de réalisation.
(3) Les intérêts sont payables semestriellement à moins d'une note indiquant une autre fréquence.
(4) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.
(5) Billets à moyen terme sur le marché canadien.
(6) Montant encaissé en vertu de conventions d'échange de taux d'intérêt et de devises.

N.B. : Hydro-Québec dispose, auprès de diverses banques et institutions financières, de conventions de crédit pour un montant équivalant à 1 500 millions de dollars américains. Aucun tirage n'était en cours sur ces conventions de crédit au 31 décembre 2002.

Section 3

Orientations budgétaires et financières du gouvernement

Maintien de l'équilibre budgétaire 3

La situation financière du gouvernement 5

Une baisse continue du taux d'endettement 6

Le gouvernement consacre une part de plus en plus faible de ses revenus aux intérêts sur la dette 7

Les revenus du gouvernement 8

Les revenus budgétaires 8

Les revenus autonomes 9

Les transferts fédéraux 13

Les dépenses du gouvernement 18

Annexe

3.1 Informations additionnelles sur la situation financière du gouvernement 21

Cette section du plan budgétaire 2003-2004 présente les orientations budgétaires et financières poursuivies par le gouvernement du Québec. Les prévisions de revenus, de dépenses, de solde budgétaire et de besoins ou surplus financiers nets, tiennent compte des hypothèses économiques retenues et des politiques fiscales et budgétaires annoncées dans le présent Discours sur le budget.

Maintien de l'équilibre budgétaire

Le plan budgétaire du gouvernement prévoit le maintien de l'équilibre budgétaire en 2002-2003 et les années suivantes, conformément à la *Loi sur l'équilibre budgétaire*, et ce, malgré le déséquilibre fiscal important entre le gouvernement fédéral et les provinces.

TABLEAU 3.1

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES CONSOLIDÉES[1] [2]
(en millions de dollars)

	2000-2001	2001-2002	2002-2003[P]	2003-2004[P]	2004-2005[P]
Opérations budgétaires					
Revenus autonomes	42 904	41 004	43 712	46 084	47 949
Transferts fédéraux	8 145	9 305	9 108	10 566	8 538
Total des revenus	**51 049**	**50 309**	**52 820**	**56 650**	**56 487**
Dépenses d'opérations	– 42 066	– 43 976	– 45 540	– 48 160	– 48 748
Service de la dette	– 7 606	– 7 261	– 7 280	– 7 681	– 8 242
Total des dépenses	**– 49 672**	**– 51 237**	**– 52 820**	**– 55 841**	**– 56 990**
Réserve budgétaire					
Sommes affectées à la réserve	– 950	—	—	– 809	—
Utilisation des sommes affectées à la réserve					
❑ Pour financer les dépenses et maintenir l'équilibre budgétaire	—	950	—	—	—
❑ Pour financer la santé à la suite de l'annonce fédérale de février 2003	—	—	—	—	503[3]
Surplus budgétaire après réserve	**427**	**22**	**0**	**0**	**0**
Besoins non budgétaires	**– 943**	**– 637**	**– 1 927**	**– 1 074**	**– 1 422**
Surplus (besoins) financiers nets					
❑ Fonds consolidé du revenu	35	7	– 300	500	—
❑ Organismes consolidés	– 551	– 622	– 1 627	– 1 574	– 1 422
Total	**– 516**	**– 615**	**– 1 927**	**– 1 074**	**– 1 422**

P : Résultats préliminaires pour 2002-2003 et prévisions pour les années suivantes.
(1) Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.
(2) Sur la base de la structure budgétaire et financière en vigueur en 2003-2004.
(3) Le solde de la réserve s'établira à 306 millions de dollars au 31 mars 2005 et sera utilisé en 2005-2006 pour financer des dépenses en santé.

En plus de maintenir l'équilibre budgétaire, le gouvernement consacrera des ressources additionnelles de près de 1,7 milliard de dollars à la santé et aux services sociaux en 2003-2004, tout en dégageant une réserve budgétaire de 809 millions de dollars qui servira au financement des soins de la santé au cours des prochaines années. L'équilibre budgétaire sera également maintenu en 2004-2005.

En ce qui a trait aux besoins financiers nets totaux, ils seront de 1 927 millions de dollars en 2002-2003, de 1 074 millions de dollars en 2003-2004 et de 1 422 millions de dollars en 2004-2005.

Les besoins financiers nets du Fonds consolidé du revenu pour l'exercice 2002-2003 seront de 300 millions de dollars. Il est prévu des surplus financiers nets de 500 millions de dollars en 2003-2004, alors qu'aucun besoin financier net n'est prévu en 2004-2005.

Les besoins financiers nets des organismes consolidés seront de 1 627 millions de dollars en 2002-2003, de 1 574 millions de dollars en 2003-2004 et de 1 422 millions de dollars en 2004-2005. Ces besoins découlent notamment des investissements réalisés par le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier.

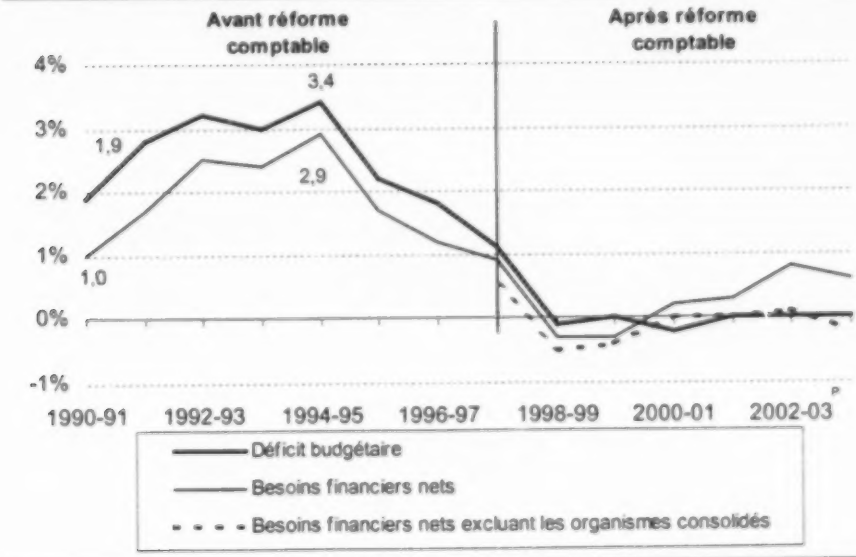
La situation financière du gouvernement

Au cours des dernières années, la situation financière du gouvernement s'est améliorée considérablement. Le déficit budgétaire représentait 3,4 % du produit intérieur brut en 1994-1995. Il a été éliminé en seulement quatre ans et des surplus ont été enregistrés depuis 1998-1999. Le gouvernement maintiendra l'équilibre budgétaire en 2003-2004 et 2004-2005.

La hausse des besoins financiers nets depuis 1999-2000 provient essentiellement des organismes consolidés, notamment en raison des investissements réalisés sur le réseau routier québécois par le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier (FCARR).

GRAPHIQUE 3.1

DÉFICIT BUDGÉTAIRE ET BESOINS FINANCIERS NETS
(en pourcentage du PIB)



P : Résultats préliminaires pour 2002-2003.

Une baisse continue du taux d'endettement

La dette représentant les déficits cumulés est l'indicateur utilisé par le gouvernement pour faire état de l'évolution de sa situation financière. Cette dette demeurera stable sur l'horizon de prévision à 84 315 millions de dollars.

TABLEAU 3.2

ÉVOLUTION DE LA DETTE REPRÉSENTANT LES DÉFICITS CUMULÉS
(en millions de dollars)

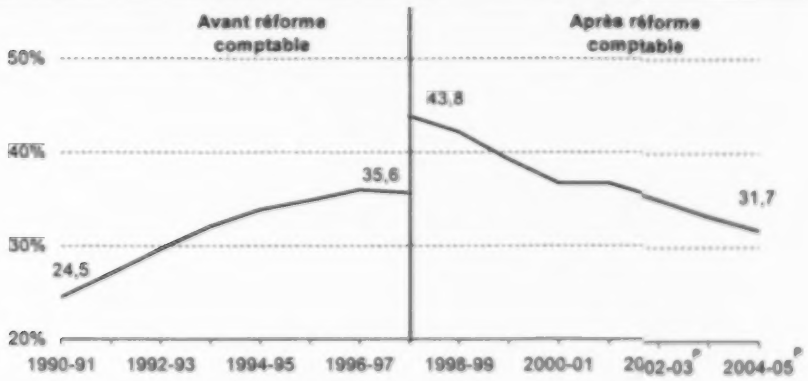
	2003-2004[P]	2004-2005[P]
Solde de début d'exercice[1]	**84 315**	**84 315**
Surplus (déficit) budgétaire avant réserve budgétaire	*809*	*– 503*
Sommes affectées à la réserve pour financer la santé	– 809	—
Utilisation de la réserve pour financer la santé à la suite de l'annonce fédérale de février 2003	—	503
Surplus budgétaire après réserve	**—**	**—**
Solde de fin d'exercice[1]	**84 315**	**84 315**

P : Prévisions pour 2003-2004 et 2004-2005.
(1) Incluant la correction de l'erreur de l'ADRC de 215 millions de dollars à l'égard de 2001-2002 inscrite à la dette représentant les déficits cumulés.

Compte tenu du maintien de l'équilibre budgétaire depuis six ans, la dette représentant les déficits cumulés continuera de diminuer par rapport à notre richesse. Elle s'établira à 31,7 % au 31 mars 2005, ce qui représente une baisse de près de 25 % du taux d'endettement en six ans.

GRAPHIQUE 3.2

DETTE REPRÉSENTANT LES DÉFICITS CUMULÉS
(en pourcentage du PIB)



P : Résultats préliminaires pour 2002-2003 et prévisions pour les années suivantes.

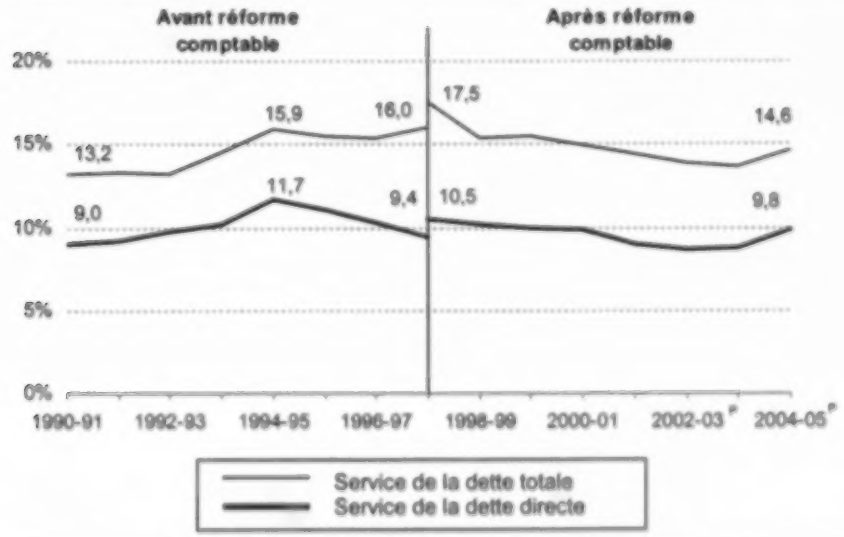
Le gouvernement consacre une part de plus en plus faible de ses revenus aux intérêts sur la dette

La part des revenus budgétaires consacrée au service de la dette directe du Fonds consolidé du revenu et des organismes consolidés se situera à 9,8 % en 2004-2005. En général, une tendance à la baisse est observée depuis 1997-1998. La hausse prévue en 2004-2005 s'explique notamment par une hausse anticipée des taux d'intérêt.

En ce qui a trait à la part des revenus budgétaires consacrée au service de la dette totale, qui comprend également les intérêts sur le passif net au titre des régimes de retraite, elle était de 17,5 % en 1997-1998 et s'établira à 14,6 % en 2004-2005.

GRAPHIQUE 3.3

SERVICE DE LA DETTE
(en pourcentage des revenus budgétaires)



P : Résultats préliminaires pour 2002-2003 et prévisions pour les années suivantes.

Les revenus du gouvernement

Les revenus budgétaires

Les revenus budgétaires du gouvernement devraient totaliser 56 650 millions de dollars en 2003-2004, soit 46 084 millions de dollars au chapitre des revenus autonomes et 10 566 millions de dollars au titre des transferts fédéraux. Après avoir enregistré une hausse de 5,0 % en 2002-2003, les revenus budgétaires devraient augmenter de 7,3 % en 2003-2004 et diminuer de 0,3 % en 2004-2005, en raison de la baisse importante des transferts fédéraux.

TABLEAU 3.3

ÉVOLUTION DES REVENUS BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

	2000-2001	2001-2002	2002-2003[P]	2003-2004[P]	2004-2005[P]
Revenus autonomes	42 904	41 004	43 712	46 084	47 949
Variation en %	4,5	– 4,4	6,6	5,4	4,0
Transferts fédéraux	8 145	9 305	9 108	10 566	8 538
Variation en %	28,6	14,2	– 2,1	16,0	– 19,2
Revenus budgétaires	**51 049**	**50 309**	**52 820**	**56 650**	**56 487**
Variation en %	7,7	– 1,4	5,0	7,3	– 0,3
Taux de croissance du PIB nominal en %	6,7	2,4	4,6	5,5	4,6
Taux d'inflation au Canada en %	2,7	2,5	2,2	2,7	1,7

P : Résultats préliminaires pour 2002-2003 et prévisions pour les années suivantes.

Les revenus autonomes

En 2002-2003, les revenus autonomes devraient augmenter de 6,6 % par rapport à l'année précédente, les hausses les plus importantes étant enregistrées aux taxes à la consommation et aux revenus provenant des entreprises du gouvernement. En 2003-2004 et 2004-2005, les revenus autonomes devraient connaître une croissance de 5,4 % et de 4,0 % respectivement, chaque source de revenu contribuant à cet accroissement.

TABLEAU 3.4

ÉVOLUTION DES REVENUS AUTONOMES PAR SOURCE
(en millions de dollars)

	2002-2003P	2003-2004P	2004-2005P
Impôt des particuliers	16 207	17 186	18 114
Variation en %	1,8	6,0	5,4
Fonds des services de santé	4 496	4 706	4 917
Variation en %	4,8	4,7	4,5
Impôts des sociétés	3 681	3 887	4 099
Variation en %	– 8,6	5,6	5,4
Taxes à la consommation	11 100	11 614	11 960
Variation en %	13,9	4,6	3,0
Autres sources	2 339	2 415	2 434
Variation en %	– 0,3	3,2	0,8
Sous-total	**37 823**	**39 808**	**41 524**
Variation en %	4,1	5,2	4,3
Entreprises du gouvernement	3 817	4 110	4 181
Variation en %	39,8	7,7	1,7
Organismes consolidés	2 072	2 166	2 244
Variation en %	6,8	4,5	3,6
Revenus autonomes	**43 712**	**46 084**	**47 949**
Variation en %	6,6	5,4	4,0
Taux de croissance du PIB nominal en %(1)	4,6	5,5	4,6

P : Résultats préliminaires pour 2002-2003 et prévisions pour les années suivantes.
(1) Pour l'année civile se terminant trois mois avant la fin de l'année financière.

En ce qui concerne l'évolution des revenus par source :

— l'impôt sur le revenu des particuliers, la plus importante source de revenus du gouvernement, devrait augmenter de 1,8 % en 2002-2003 pour s'établir à 16,2 milliards de dollars. Au cours de cet exercice financier, la croissance sera inférieure à celle des salaires et traitements compte tenu de l'incidence sur les revenus de la baisse des gains en capital déclarés en 2001 et des baisses d'impôt annoncées lors des récents budgets qui atteindront alors leur plein impact. En 2003-2004 et 2004-2005, la croissance atteindra respectivement 6,0 % et 5,4 %, un rythme compatible avec

l'augmentation des revenus assujettis à l'impôt étant donné la progressivité du régime fiscal;

— les cotisations au Fonds des services de santé devraient s'établir à 4,5 milliards de dollars en 2002-2003, en hausse de 4,8 %. Le taux de croissance de ces revenus devrait s'établir à 4,7 % en 2003-2004 et à 4,5 % en 2004-2005, soit une croissance comparable à celle des salaires et traitements sur une base d'année financière;

— la diminution de 8,6 % des revenus attendus aux impôts des sociétés en 2002-2003 découle de la baisse des bénéfices en 2001, celle-ci ayant un impact important sur les demandes de remboursements d'acomptes versés en trop au cours de l'exercice 2001-2002. En outre, plusieurs entreprises ont utilisé les dispositions fiscales leur permettant d'appliquer les pertes subies en 2001 contre les profits réalisés au cours des années antérieures, ce qui a donné lieu à des remboursements supplémentaires en 2002-2003. En 2003-2004 et 2004-2005, la croissance des revenus prévus est respectivement de 5,6 % et 5,4 %, soit un niveau compatible avec la croissance des bénéfices lorsqu'on tient compte des mesures fiscales annoncées dans le présent budget et les précédents;

— les revenus des taxes à la consommation devraient afficher une hausse de 13,9 % en 2002-2003. Cette hausse provient principalement des revenus de la taxe de vente dont la croissance de 13,1 % excède celle des dépenses de consommation, en raison notamment de la faiblesse des remboursements de la taxe sur les intrants demandés par les entreprises. Contrairement à l'habitude, ces remboursements progressent à un rythme nettement inférieur aux recettes. La forte croissance des revenus des taxes à la consommation en 2002-2003 s'explique également par la majoration du taux de la taxe sur les produits du tabac annoncée le 17 juin dernier. La croissance prévue de 4,6 % et de 3,0 % respectivement en 2003-2004 et 2004-2005 est compatible avec celle de la consommation des ménages, compte tenu de la baisse anticipée des revenus de la taxe sur le tabac résultant de la réduction du tabagisme;

— par ailleurs, la taxe sur les carburants contribue peu à la croissance des taxes à la consommation, étant donné la réduction des volumes consommés découlant de l'augmentation des prix de ces produits;

Le gouvernement ne profite pas de la hausse du prix des carburants

Même si les revenus de la taxe de vente du Québec (TVQ) augmentent avec la hausse du prix du pétrole, les pertes à la taxe sur les carburants et les pressions exercées sur certaines dépenses du gouvernement viennent annuler ces gains.

À titre d'exemple, une hausse de 5,00 $ US du prix du baril de pétrole augmente initialement les revenus de la TVQ de 45 millions de dollars annuellement.

Cependant, la hausse des prix des carburants entraîne une baisse de la consommation, et donc, une diminution de 35 millions de dollars des revenus de la taxe sur les carburants et de la TVQ. Au total, les revenus du gouvernement du Québec augmentent de 10 millions de dollars.

Par ailleurs, la hausse des prix du carburant et du mazout entraîne des coûts supplémentaires pour l'opération de la flotte de véhicules du gouvernement et le chauffage de ses immeubles. Cet impact sur les dépenses gouvernementales est estimé à 40 millions de dollars annuellement.

Globalement, le gouvernement subit donc une perte de 30 millions de dollars sur une base annuelle.

IMPACT D'UNE HAUSSE DE 5,00 $ US DU PRIX DU BARIL DE PÉTROLE[1]
(en millions de dollars)

Revenus	
Impact direct à la taxe de vente	45
Impact de la réduction des volumes :	
- Taxe spécifique	– 26
- Taxe de vente	– 9
Sous-total	**10**
Dépenses	**– 40**
Total	**– 30**

(1) À titre illustratif, une hausse de 5,00 $ US du prix du baril de pétrole génère une hausse des prix à la rampe de chargement de près de 5 ¢ le litre.

— en ce qui concerne les revenus des entreprises du gouvernement, la hausse de près de 40 % en 2002-2003 s'explique notamment par l'impact de 680 millions de dollars à la suite de l'élimination du placement du gouvernement dans la CSST. En effet, le gouvernement a donné suite à la demande de cet organisme de disposer de plus d'autonomie. Par conséquent, les résultats seront exclus du périmètre comptable. Elle provient également de la hausse de 444 millions de dollars du bénéfice d'Hydro-Québec, principalement, en raison de l'augmentation des ventes d'électricité et de taux d'intérêt favorables. Pour 2003-2004, les revenus provenant des entreprises du gouvernement devraient augmenter de 7,7 % et enregistrer une croissance de 1,7 % en 2004-2005. La croissance anticipée pour 2003-2004 s'explique par l'amélioration de la situation financière de l'ensemble des sociétés d'État.

Lien entre l'évolution des revenus autonomes et la croissance de l'économie

Globalement, la croissance prévue des revenus autonomes devrait être similaire à celle de l'économie en terme nominal. En effet, une fois pris en compte l'impact financier des mesures fiscales, le taux de croissance des revenus autonomes pour les années financières 2003-2004 et 2004-2005 est comparable à la hausse du produit intérieur brut.

TABLEAU 3.5

ÉVOLUTION DES REVENUS AUTONOMES SUR BASE COMPARABLE
(en millions de dollars)

	2002-2003[P]	2003-2004[P]	2004-2005[P]
Revenus autonomes excluant les entreprises du gouvernement et les organismes consolidés	**37 823**	**39 808**	**41 524**
Variation en %	4,1	5,2	4,3
Moins :			
Mesures du Budget 2003-2004[(1)] :			
• Mesures fiscales	—	– 39	– 148
• Mesures de resserrement	—	—	148
Hausse de la taxe sur le tabac de juin 2002	185	235	235
Mesures du Budget 2002-2003 et de l'Énoncé complémentaire	239	– 66	– 405
Mesures des budgets précédents			
• Baisses d'impôt des particuliers	– 3 765	– 3 825	– 3 870
• Impacts des autres mesures	– 933	– 942	– 965
Revenus avant mesures	**42 097**	**44 445**	**46 529**
Variation en %		5,6	4,7
Produit intérieur brut en %		**5,5**	**4,6**
Élasticité[(2)]		**1,02**	**1,02**

P : Résultats préliminaires pour 2002-2003 et prévisions pour les années suivantes.
(1) Sources : Discours sur le budget 2003-2004, Renseignements supplémentaires sur les mesures du budget.
(2) Élasticité entre la croissance des revenus sur base comparable et la croissance du produit intérieur brut. Une élasticité de 1,00 signifie qu'une augmentation de 1 % de ce dernier entraîne une hausse de 1 % des revenus autonomes.

Les transferts fédéraux

Après avoir connu une baisse de 2,1 % en 2002-2003, les transferts fédéraux augmenteront de 16,0 % en 2003-2004. Cette hausse résulte entièrement de l'augmentation des sommes encaissées par le Québec à la suite de l'annonce fédérale de février 2003 sur la santé. En l'absence de cette annonce, les transferts fédéraux auraient diminué de 2,1 %.

Par ailleurs, les transferts fédéraux auraient diminué davantage en 2003-2004 n'eût été l'impact escompté du recensement de 2001. En effet, les données préliminaires du recensement indiquent que le poids démographique du Québec sera révisé à la hausse à partir de 2001, ce qui augmentera les revenus à la péréquation et au TCSPS.

En 2004-2005, les transferts fédéraux devraient enregistrer une baisse de 19,2 % par rapport au niveau prévu en 2003-2004. Cette baisse marquée s'explique principalement par le calendrier d'encaissement des transferts additionnels annoncés par le gouvernement fédéral en février 2003.

TABLEAU 3.6

ÉVOLUTION DES REVENUS DE TRANSFERTS FÉDÉRAUX
(en millions de dollars)

	2002-2003[P]	2003-2004[P]	2004-2005[P]
Transferts fédéraux avant l'annonce fédérale de février 2003	8 720	8 524	7 769
Variation en %	– 1,9	– 2,2	– 8,9
Organismes consolidés	388	395	417
Sous-total	**9 108**	**8 919**	**8 186**
Variation en %	– 2,1	– 2,1	– 8,2
Annonce fédérale de février 2003	—	1 647[(1)]	352
Total	**9 108**	**10 566**	**8 538**
Variation en %	– 2,1	16,0	– 19,2

P : Résultats préliminaires pour 2002-2003 et prévisions pour les années suivantes.
(1) Incluant un montant de 472 millions de dollars représentant la part du Québec des transferts additionnels de 2 milliards de dollars qui pourraient être versés si les surplus fédéraux atteignent 5 milliards de dollars en 2003-2004.

Annonce fédérale de février 2003 sur la santé

Lors de la rencontre des premiers ministres de février 2003, le gouvernement fédéral a annoncé une hausse de ses transferts aux provinces de 10 milliards de dollars sur trois ans. De plus, une somme additionnelle de 2 milliards de dollars sera versée aux provinces en 2003-2004 si les surplus fédéraux atteignent 5 milliards de dollars, soit 2 milliards de dollars de plus que la réserve fédérale pour éventualités de 3 milliards de dollars.

Depuis 1997-1998, le gouvernement fédéral réalise toujours un surplus supérieur à celui qu'il annonce initialement dans son plan budgétaire. En outre, il a déjà prévu une réserve additionnelle de 1 milliard de dollars par mesure de prudence économique pour 2003-2004. Conséquemment, le Québec a décidé d'inclure dans son cadre financier sa part de ces 2 milliards de dollars pour 2003-2004, soit 472 millions de dollars.

Pour le Québec, l'annonce fédérale représente donc 2,8 milliards de dollars additionnels pour les trois prochaines années. D'une part, une somme de 1,4 milliard de dollars provenant du Fonds pour la réforme de la santé sera encaissée selon les modalités de versements établies par le gouvernement fédéral. D'autre part, les sommes consenties à l'égard du Supplément du TCSPS et du Fonds pour l'équipement diagnostique et médical seront placées en fiducie par le gouvernement fédéral et pourront être encaissées par les provinces en fonction de leur propre échéancier entre 2003-2004 et 2005-2006. Le Québec a choisi d'encaisser la totalité des sommes en fiducie dès 2003-2004, portant ainsi à 1,6 milliard de dollars les encaissements pour cette année.

Les 2,8 milliards de dollars de l'annonce fédérale de février 2003 seront entièrement consacrés à la santé. Des 1,6 milliard de dollars qui seront encaissés en 2003-2004, un montant de 838 millions de dollars sera immédiatement affecté à la santé, alors que le reste, soit 809 millions de dollars, servira à constituer une réserve budgétaire pour financer les dépenses de santé au cours des années subséquentes.

TABLEAU 3.7

IMPACT AU QUÉBEC DE L'ANNONCE FÉDÉRALE DE FÉVRIER 2003 SUR LA SANTÉ
(en millions de dollars)

	2003-2004	2004-2005	2005-2006	Total
Fonds pour la réforme de la santé	**236**	**352**	**816**	**1 404**
Fiducies				
Supplément du TCSPS	587	—	—	587
Fonds pour l'équipement diagnostique et médical	352	—	—	352
Sous-total	**939**	**—**	**—**	**939**
Total	**1 175**	**352**	**816**	**2 343**
Part du Québec des 2 milliards de dollars additionnels si les surplus fédéraux atteignent 5 milliards de dollars en 2003-2004	472	—	—	472
Total	**1 647**	**352**	**816**	**2 815**
Sommes utilisées pour la santé				
Fonctionnement	– 821	– 821	– 821	– 2 463
Équipement diagnostique et médical	– 17	– 34	– 301[1]	– 352
Total des sommes utilisées pour la santé	**– 838[2]**	**– 855**	**– 1 122**	**– 2 815**
Réserve budgétaire				
Sommes affectées à la réserve	– 809	—	—	– 809
Sommes utilisées de la réserve	—	503	306	809
Solde cumulé de la réserve budgétaire pour financer la santé	**809**	**306**	**—**	**—**

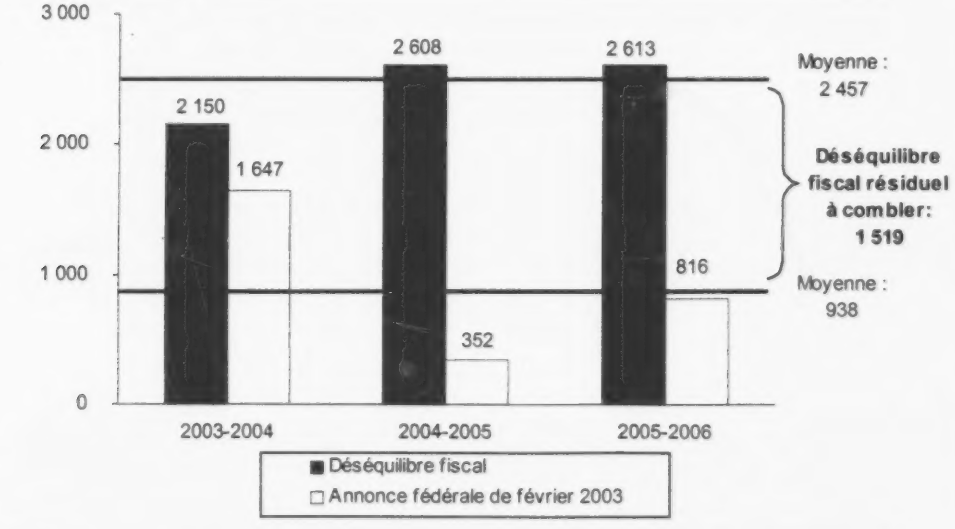
(1) Incluant un montant de 250 millions de dollars pour les années subséquentes à l'égard du solde non amorti des équipements diagnostiques et médicaux.
(2) En 2003-2004, le budget de la santé sera augmenté au total de 1 652 millions de dollars.

Le déséquilibre fiscal toujours important

L'annonce fédérale de février 2003 représente, en moyenne, une hausse annuelle de 938 millions de dollars du financement fédéral d'ici 2005-2006. L'annonce fédérale est donc nettement inférieure aux sommes requises pour corriger le déséquilibre fiscal qui prévaut actuellement entre le gouvernement fédéral et le Québec. En effet, une hausse additionnelle des transferts fédéraux de l'ordre de 1,5 milliard de dollars aurait été nécessaire, en moyenne à chaque année, afin de corriger le déséquilibre fiscal de 2,5 milliards de dollars à court terme identifié par la commission Séguin.

GRAPHIQUE 3.4

COMPARAISON ENTRE L'AMPLEUR DU DÉSÉQUILIBRE FISCAL AU QUÉBEC ET L'ANNONCE FÉDÉRALE DE FÉVRIER 2003, 2003-2004 À 2005-2006
(en millions de dollars)



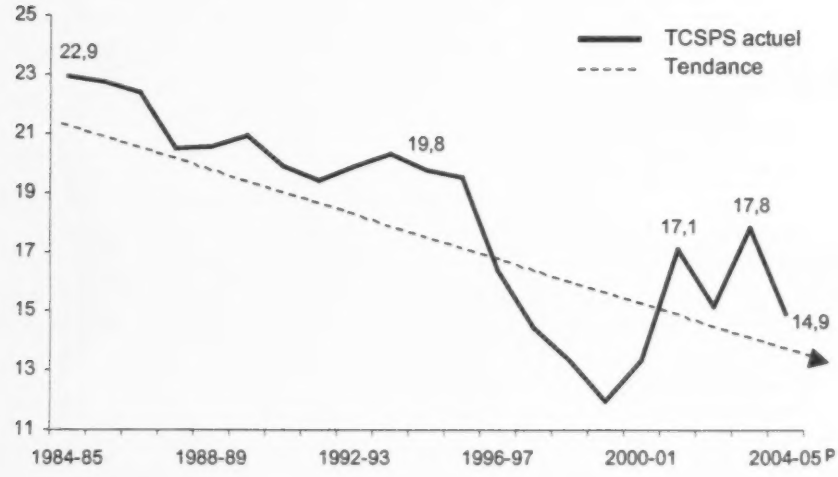
Sources : Conference Board du Canada, « Projections des équilibres financiers des gouvernements du Canada et du Québec »; Finances Canada, « Plan budgétaire de 2003 ».

La contribution fédérale poursuit sa tendance à la baisse

Il convient également de rappeler que, malgré l'annonce fédérale de février 2003, la contribution fédérale au financement des programmes de santé, d'éducation et de sécurité du revenu du Québec poursuivra sa tendance à la baisse observée depuis le milieu des années quatre-vingt. En effet, alors que le financement fédéral correspondait à 22,9 % des dépenses du Québec pour ces programmes en 1984-1985, celui-ci n'en représentera qu'à peine 14,9 % en 2004-2005.

GRAPHIQUE 3.5

TRANSFERTS FÉDÉRAUX AU QUÉBEC AU TITRE DU TCSPS[1]
(en pourcentage des dépenses sociales du Québec)



P : Résultats préliminaires pour 2002-2003 et prévisions pour les années suivantes.
(1) Incluant les fiducies et le Fonds pour la réforme de la santé.

Les dépenses du gouvernement

Les dépenses budgétaires du gouvernement devraient totaliser 55 841 millions de dollars en 2003-2004. Les dépenses d'opérations s'établiront à 48 160 millions de dollars, alors que le service de la dette s'élèvera à 7 681 millions de dollars.

Les dépenses d'opérations tiennent compte des dépenses de programmes des ministères ainsi que des dépenses des organismes consolidés. Celles-ci augmenteront de 5,8 % en 2003-2004 principalement en raison du relèvement du budget de la Santé et des Services sociaux. En excluant le relèvement prévu au budget de la santé à la suite de l'annonce du gouvernement fédéral, la croissance des dépenses de programmes sera limitée à 3,7 %, soit un taux nettement inférieur à la croissance prévue du PIB de 5,5 %. Par ailleurs, les nouvelles initiatives du Discours sur le budget 2003-2004, totalisant 400 millions de dollars en 2003-2004, seront entièrement financées par le biais d'une réallocation budgétaire.

TABLEAU 3.8

ÉVOLUTION DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES(1)
(en millions de dollars)

	2000-2001	2001-2002	2002-2003P	2003-2004P	2004-2005P
Dépenses d'opérations					
❑ Dépenses de programmes excluant l'utilisation de la réserve	– 40 883	– 42 512	– 44 104	– 45 755	– 46 235
Variation en %	5,5	4,0	3,7	3,7	1,0
Relèvement du budget de la santé à la suite de l'annonce fédérale de février 2003	—	—	—	– 838	– 855
❑ Dépenses de programmes	– 40 883	– 42 512	– 44 104	– 46 593	– 47 090
❑ Organismes consolidés	– 1 183	– 1 464	– 1 436	– 1 567	– 1 658
Total des dépenses d'opérations	**– 42 066**	**– 43 976**	**– 45 540**	**– 48 160**	**– 48 748**
Variation en %	5,1	4,5	3,6	5,8	1,2
Service de la dette					
❑ Fonds consolidé du revenu	– 6 972	– 6 687	– 6 633	– 6 968	– 7 481
Variation en %	3,3	– 4,1	– 0,8	5,1	7,4
❑ Organismes consolidés	– 634	– 574	– 647	– 713	– 761
Total du service de la dette	**– 7 606**	**– 7 261**	**– 7 280**	**– 7 681**	**– 8 242**
Variation en %	3,2	– 4,5	0,3	5,5	7,3
Dépenses budgétaires	**– 49 672**	**– 51 237**	**– 52 820**	**– 55 841**	**– 57 990**
Variation en %	4,8	3,2	3,1	5,7	2,1
Taux de croissance du PIB nominal en %(2)	6,7	2,4	4,6	5,5	4,6
Taux d'inflation au Canada en %(2)	2,7	2,6	2,2	2,7	1,7

P : Résultats préliminaires pour 2002-2003 et prévisions pour les années suivantes.
(1) Sur la base de la structure budgétaire et financière en vigueur en 2003-2004.
(2) Pour l'année civile se terminant trois mois avant la fin de l'année financière.

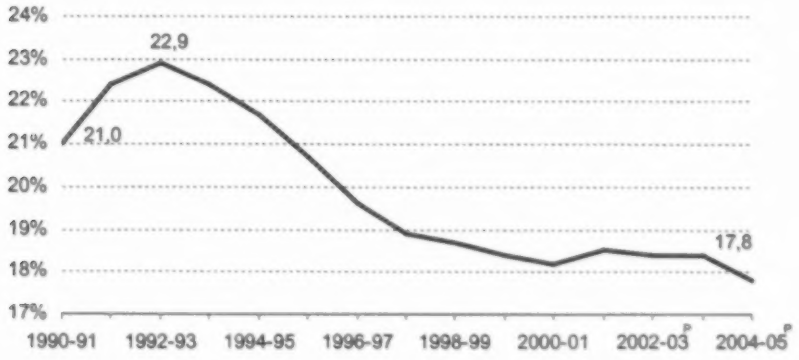
Quant au service de la dette, la croissance prévue à compter de 2003-2004 s'explique notamment par la hausse prévue des taux d'intérêt.

En 2004-2005, les dépenses de programmes ne devraient croître qu'à un rythme de 1,0 %. Advenant une entente avec le gouvernement fédéral permettant de solutionner de façon permanente le problème du déséquilibre fiscal, le gouvernement du Québec disposerait d'une marge de manœuvre additionnelle pour pourvoir adéquatement aux dépenses de programmes.

Le ratio des dépenses de programmes en proportion du PIB devrait être de 17,8 % en 2004-2005. Il s'agit d'une baisse importante de 5,1 % depuis son sommet de 22,9 % atteint en 1992-1993.

GRAPHIQUE 3.6

DÉPENSES DE PROGRAMMES(1)
(en pourcentage du PIB)



P : Résultats préliminaires pour 2002-2003 et prévisions pour les années suivantes.
(1) Excluant des dépenses supplémentaires de 1 377 millions de dollars en 1998-1999 pour mettre en œuvre le plan de consolidation et de restructuration financière des établissements du réseau de la santé et des services sociaux et pour améliorer la situation financière des universités.

Section 3 Annexe 3.1

Informations additionnelles sur la situation financière du gouvernement

TABLEAU 3.1.1

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES[1]
(en millions de dollars)

	Opérations budgétaires							
	Revenus autonomes	Transferts fédéraux	Revenus budgétaires	Dépenses d'opérations	Service de la dette	Dépenses budgétaires	Réserve budgétaire	Surplus (déficit) après réserve
Avant réforme de la comptabilité gouvernementale								
1970-1971	2 748	1 094	3 842	– 3 790	– 197	– 3 987		– 145
1971-1972	3 183	1 293	4 476	– 4 621	– 210	– 4 831		– 355
1972-1973	3 743	1 261	5 004	– 5 109	– 242	– 5 351		– 347
1973-1974	4 371	1 376	5 747	– 6 118	– 288	– 6 406		– 659
1974-1975	5 367	1 871	7 238	– 7 384	– 296	– 7 680		– 442
1975-1976	6 110	2 222	8 332	– 8 915	– 368	– 9 283		– 951
1976-1977	7 131	2 520	9 651	– 10 371	– 456	– 10 827		– 1 176
1977-1978	8 012	3 088	11 100	– 11 198	– 606	– 11 804		– 704
1978-1979	8 535	3 268	11 803	– 12 484	– 817	– 13 301		– 1 498
1979-1980	9 472	3 754	13 226	– 14 656	– 970	– 15 626		– 2 400
1980-1981	10 772	3 894	14 666	– 16 765	– 1 382	– 18 147		– 3 481
1981-1982	13 471	4 473	17 944	– 18 615	– 1 950	– 20 565		– 2 621
1982-1983	14 756	5 172	19 928	– 20 091	– 2 300	– 22 391		– 2 463
1983-1984	15 766	6 227	21 993	– 21 646	– 2 511	– 24 157		– 2 164
1984-1985	16 215	6 236	22 451	– 23 312	– 3 012	– 26 324		– 3 873
1985-1986	18 129	6 178	24 307	– 24 426	– 3 354	– 27 780		– 3 473
1986-1987	19 919	5 828	25 747	– 25 163	– 3 556	– 28 719		– 2 972
1987-1988	22 366	6 117	28 483	– 27 204	– 3 675	– 30 879		– 2 396
1988-1989	23 772	6 386	30 158	– 28 060	– 3 802	– 31 862		– 1 704
1989-1990	24 845	6 674	31 519	– 29 268	– 4 015	– 33 283		– 1 764
1990-1991	26 632	6 972	33 604	– 32 142	– 4 437	– 36 579		– 2 975
1991-1992	28 329	6 747	35 076	– 34 711	– 4 666	– 39 377		– 4 301
1992-1993	28 237	7 764	36 001	– 36 275	– 4 756	– 41 031		– 5 030
1993-1994	28 899	7 762	36 661	– 36 268	– 5 316	– 41 584		– 4 923
1994-1995	29 543	7 494	37 037	– 36 976	– 5 882	– 42 858		– 5 821
1995-1996	30 736	8 126	38 862	– 36 775	– 6 034	– 42 809		– 3 947
1996-1997	31 266	6 704	37 970	– 35 327	– 5 855	– 41 182		– 3 212
Après réforme de la comptabilité gouvernementale								
1997-1998	35 886	5 974	41 860	– 36 675	– 7 342	– 44 017		– 2 157
1998-1999	38 649	8 071	46 720	– 39 407	– 7 187	– 46 594		126
1999-2000	41 076	6 334	47 410	– 40 031	– 7 372	– 47 403		7
2000-2001	42 904	8 145	51 049	– 42 066	– 7 606	– 49 672	– 950	427
2001-2002	41 004	9 305	50 309	– 43 976	– 7 261	– 51 237	950	22
2002-2003 P	43 712	9 108	52 820	– 45 540	– 7 280	– 52 820		0

P : Résultats préliminaires.
(1) Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

Opérations non budgétaires					
Placements, prêts et avances	Immobilisations	Régimes de retraite	Autres comptes	Excédent (insuffisance)	Surplus (besoins) financiers nets
– 73		2	26	– 45	– 190
– 63		1	113	51	– 304
– 53		– 1	18	– 36	– 383
– 122		25	459	362	– 297
– 146		104	319	277	– 165
– 186		109	622	545	– 406
– 183		187	– 161	– 157	– 1 333
– 229		265	– 488	– 452	– 1 156
– 189		316	119	246	– 1 252
– 188		683	551	1 046	– 1 354
– 56		822	416	1 182	– 2 299
– 586		1 007	71	492	– 2 129
– 761		1 051	– 40	250	– 2 213
– 672		1 057	– 436	– 51	– 2 215
– 167		1 183	887	1 903	– 1 970
40		1 269	493	1 802	– 1 671
– 380		1 355	260	1 235	– 1 737
– 680		2 203	– 493	1 030	– 1 366
– 670		1 634	– 265	699	– 1 005
– 516		1 164	300	948	– 816
– 458		1 874	77	1 493	– 1 482
– 411		1 916	141	1 646	– 2 655
– 490		1 525	82	1 117	– 3 913
– 623		1 668	52	1 097	– 3 826
– 1 142		1 509	578	945	– 4 876
– 287		1 701	– 415	999	– 2 948
– 792		1 928	– 60	1 076	– 2 136
– 1 315	– 209	1 888	109	473	– 1 684
– 1 402	– 217	1 020	996	397	523
– 2 006	– 359	1 740	1 328	703	710
– 1 632	– 473	1 793	– 631	– 943	– 516
– 1 142	– 995	2 089	– 589	– 637	– 615
– 1 966	– 1 642	1 987	– 306	– 1 927	– 1 927

TABLEAU 3.1.2

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
DETTE À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE

	Dette totale					
	Dette directe[1] [2]		Passif net au titre des régimes de retraite[3]		Total	
	En millions de dollars	En % du PIB	En millions de dollars	En % du PIB	En millions de dollars	En % du PIB
Avant réforme de la comptabilité gouvernementale						
1970-1971	2 478	10,9			2 478	10,9
1971-1972	2 920	11,9			2 920	11,9
1972-1973	3 309	12,0			3 309	12,0
1973-1974	3 679	11,8			3 679	11,8
1974-1975	4 030	11,0	67	0,2	4 097	11,1
1975-1976	4 955	12,0	179	0,4	5 134	12,4
1976-1977	6 035	12,5	354	0,7	6 389	13,2
1977-1978	7 111	13,4	620	1,2	7 731	14,6
1978-1979	8 325	14,1	915	1,6	9 240	15,7
1979-1980	9 472	14,4	1 598	2,4	11 070	16,8
1980-1981	12 247	16,8	2 420	3,3	14 667	20,1
1981-1982	14 184	17,6	3 428	4,3	17 612	21,9
1982-1983	16 485	19,3	4 489	5,3	20 974	24,6
1983-1984	18 880	20,6	5 545	6,0	24 425	26,6
1984-1985	21 216	21,2	6 729	6,7	27 945	27,9
1985-1986	23 633	22,0	7 998	7,5	31 631	29,5
1986-1987	25 606	21,9	9 353	7,9	34 959	29,8
1987-1988	26 819	20,9	10 883	8,5	37 702	29,4
1988-1989	27 091	19,2	12 597	9,0	39 688	28,2
1989-1990	27 699	18,7	14 320	9,6	42 019	28,3
1990-1991	29 637	19,3	16 227	10,6	45 864	29,9
1991-1992	33 106	21,3	18 143	11,7	51 249	33,0
1992-1993	39 231	24,8	19 668	12,4	58 899	37,2
1993-1994	45 160	27,8	20 483	12,7	65 643	40,5
1994-1995	52 468	30,8	21 997	12,9	74 465	43,7
1995-1996	52 886	29,8	23 624	13,3	76 510	43,1
1996-1997	52 625	29,2	25 461	14,1	78 086	43,3
Après réforme de la comptabilité gouvernementale						
1997-1998	57 294	30,4	40 438	21,5	97 732	51,9
1998-1999	59 144[4]	30,1	40 428	20,6	99 572[4]	50,7
1999-2000	61 209[4]	29,1	39 337	18,7	100 546[4]	47,8
2000-2001	63 630[4]	28,4	39 111	17,4	102 741[4]	45,8
2001-2002	67 112[4]	29,2	38 060	16,6	105 172[4]	45,8
2002-2003[P]	70 337[4]	29,3	38 389	16,0	108 726[4]	45,3

P : Résultats préliminaires.
(1) Comprend les bons du trésor et la dette à long terme. À compter de 1976-1977, la dette en devises étrangères est exprimée en équivalent canadien selon les taux de change au 31 mars de l'année financière considérée.
(2) Excluant les gains ou pertes de change reportés.
(3) Solde du passif au titre des régimes de retraite moins le montant accumulé dans le Fonds d'amortissement des régimes de retraite.
(4) Excluant des emprunts effectués par anticipation totalisant 2 831 millions de dollars en 1998-1999, 506 millions de dollars en 1999-2000, 1 475 millions de dollars en 2000-2001, 1 154 millions de dollars en 2001-2002 et qui totaliseront 4 053 millions de dollars en 2002-2003. En incluant les emprunts effectués par anticipation, la dette totale atteint 102 403 millions de dollars en 1998-1999, 101 052 millions de dollars en 1999-2000, 104 216 millions de dollars en 2000-2001, 106 326 millions de dollars en 2001-2002 et devrait atteindre 112 779 millions de dollars en 2002-2003.

Avoirs financiers nets des autres éléments du passif[5]		Dette nette		Dette représentant			
				Immobilisations		Déficits cumulés[6]	
En millions de dollars	En % du PIB	En millions de dollars	En % du PIB	En millions de dollars	En % du PIB	En millions de dollars	En % du PIB
188	0,8	2 290	10,1			2 290	10,1
275	1,1	2 645	10,8			2 645	10,8
317	1,2	2 992	10,9			2 992	10,9
28	0,1	3 651	11,7			3 651	11,7
4	0,0	4 093	11,1			4 093	11,1
90	0,2	5 044	12,2			5 044	12,2
36	0,1	6 353	13,2			6 353	13,2
673	1,3	7 058	13,3			7 058	13,3
780	1,3	8 460	14,4			8 460	14,4
234	0,4	10 836	16,5			10 836	16,5
341	0,5	14 326	19,6			14 326	19,6
5 043	6,2	12 569	15,6			12 569	15,6
5 936	6,9	15 038	17,6			15 038	17,6
7 127	7,7	17 298	18,8			17 298	18,8
6 490	6,5	21 455	21,4			21 455	21,4
5 896	5,5	25 735	24,0			25 735	24,0
6 243	5,3	28 716	24,5			28 716	24,5
6 587	5,1	31 115	24,2			31 115	24,2
6 869	4,9	32 819	23,3			32 819	23,3
7 436	5,0	34 583	23,3			34 583	23,3
8 306	5,4	37 558	24,5			37 558	24,5
9 364	6,0	41 885	27,0			41 885	27,0
11 985	7,5	46 914	29,6			46 914	29,6
13 806	8,5	51 837	32,0			51 837	32,0
16 788	9,8	57 677	33,8			57 677	33,8
14 886	8,3	61 624	34,8			61 624	34,8
13 253	7,3	64 833	35,9			64 833	35,9
9 135	4,8	88 597	47,0	6 016	3,2	82 581	43,8
13 593[7]	6,9	88 810	45,3	6 233	3,2	82 577	42,1
11 890[7]	5,7	89 162	42,4	6 693	3,2	82 469	39,2
15 058[7][8]	6,7	89 158	39,8	7 166	3,2	81 992[8]	36,6
14 065[7]	6,1	92 261	40,2	8 161	3,6	84 100	36,6
18 661[7]	8,0	94 118	39,2	9 803	4,1	84 315[9]	35,1

(5) Incluant les gains ou pertes de change reportés.
(6) Incluant différents redressements comptables qui n'ont pas fait l'objet d'un ajustement du surplus (déficit) des années antérieures.
(7) Tient compte des emprunts effectués par anticipation totalisant 2 831 millions de dollars en 1998-1999, 506 millions de dollars en 1999-2000, 1 475 millions de dollars en 2000-2001, 1 154 millions de dollars en 2001-2002 et qui totaliseront 4 053 millions de dollars en 2002-2003.
(8) Incluant un montant de 950 millions de dollars mis en réserve.
(9) Incluant la correction de l'erreur de l'ADRC de 215 millions de dollars inscrite à la dette représentant les déficits cumulés.

TABLEAU 3.1.3

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
SERVICE DE LA DETTE CONSOLIDÉE

	Service de la dette directe consolidée		Intérêts sur le passif net au titre des régimes de retraite[1]		Service de la dette totale	
	En millions de dollars	En % des revenus budgétaires	En millions de dollars	En % des revenus budgétaires	En millions de dollars	En % des revenus budgétaires
Avant réforme de la comptabilité gouvernementale						
1970-1971	197	5,1			197	5,1
1971-1972	210	4,7			210	4,7
1972-1973	242	4,8			242	4,8
1973-1974	288	5,0			288	5,0
1974-1975	296	4,1			296	4,1
1975-1976	368	4,4			368	4,4
1976-1977	456	4,7			456	4,7
1977-1978	606	5,5			606	5,5
1978-1979	763	6,5	54	0,4	817	6,9
1979-1980	882	6,7	88	0,6	970	7,3
1980-1981	1 217	8,3	165	1,1	1 382	9,4
1981-1982	1 686	9,4	264	1,5	1 950	10,9
1982-1983	1 921	9,6	379	1,9	2 300	11,5
1983-1984	2 031	9,2	480	2,2	2 511	11,4
1984-1985	2 414	10,8	598	2,6	3 012	13,4
1985-1986	2 648	10,9	706	2,9	3 354	13,8
1986-1987	2 754	10,7	802	3,1	3 556	13,8
1987-1988	2 751	9,7	924	3,2	3 675	12,9
1988-1989	2 665	8,8	1 137	3,8	3 802	12,6
1989-1990	2 829	9,0	1 186	3,7	4 015	12,7
1990-1991	3 026	9,0	1 411	4,2	4 437	13,2
1991-1992	3 222	9,2	1 444	4,1	4 666	13,3
1992-1993	3 475	9,7	1 281	3,5	4 756	13,2
1993-1994	3 750	10,2	1 566	4,3	5 316	14,5
1994-1995	4 333	11,7	1 549	4,2	5 882	15,9
1995-1996	4 287	11,0	1 747	4,5	6 034	15,5
1996-1997	3 906	10,3	1 949	5,1	5 855	15,4
Après réforme de la comptabilité gouvernementale						
1997-1998	4 377	10,5	2 965	7,0	7 342	17,5
1998-1999	4 773	10,2	2 414	5,2	7 187	15,4
1999-2000	4 740	10,0	2 632	5,5	7 372	15,5
2000-2001	5 012	9,8	2 594	5,1	7 606	14,9
2001-2002	4 544	9,0	2 717	5,4	7 261	14,4
2002-2003[P]	4 574	8,7	2 706	5,1	7 280	13,8

P : Résultats préliminaires.
(1) Montant des intérêts imputés sur le passif au titre des régimes de retraite moins les revenus du Fonds d'amortissement des régimes de retraite.